Exploitation du gaz de schiste

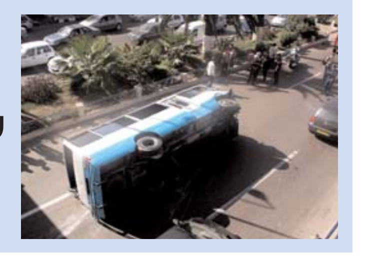
Sonatrach «se prépare activement» selon Yousfi

Page 5

Ils sont impliqués dans 686 accidents en 2014

Les camions et les bus, danger sur nos routes

Page 4



LE JOUR D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3386 - Lundi 13 octobre 2014 – Prix : 10 DA

Education

Bientôt des cours pour le Bac et le BEM à la télévision

Page 4



Le logement industriel en point de mire

Marti Metal, une société mixte pour le sport

Page 2

Qassaman outragé

Par Nadjib Stambouli

Il est de nombreuses entorses à la logique, à la normale et au bon sens qui, routine aidant et de guerre lasse, intègrent les mœurs, d'abord par effraction puis par habitude, pour s'y ancrer tant et si bien qu'il devient difficile à la longue, voire impossible, de les en déloger. Ces anormalités qui prennent place et s'amarrent dans le panorama quotidien et notre paysage social pour en devenir une facette constitutive du décor, vont du «parkingueur» sauvage qui rackette au vu et au su de tous, au marchand informel qui installe sa table sur le trottoir en plein carrefour, au petit lait vendu en sachet, en passant par les chaussées balafrées des mois, voire des années durant sans que le maire du coin ne lève la petite truelle pour y remédier, et autres joyeusetés du même acabit. Mais l'habitude étant une seconde nature, et contre mauvaise fortune faisant bon cœur, on ne se plaint plus ni ne maugrée, face à ces spectacles plus ou moins désolants. Par contre, il est un impair, même si par nature il n'est pas à ranger aux côtés de ces autres entorses, qui mérite qu'on s'y attarde sous le sceau de la colère, voire de la révolte, tant sa charge symbolique foulée aux pieds interpelle les consciences. Il s'agit de l'hymne national entonné dans les écoles primaires.

Suite en page 3

FFS, Coordination de transition et autres partis

L'opposition plus que jamais divisée





Phs > E. Soraya/J. A.

Les nouvelles déclarations du Front des forces socialistes portant non adhésion à l'initiative politique de la Coordination pour les libertés et la transition démocratique confirment encore une fois que l'opposition est plus que jamais divisée. Lire page 2

Kadi l'a annoncé hier à Tizi Ouzou

L'autoroute des Hauts-Plateaux lancée fin décembre

Page 3

Projection cinématographique

«Fadhma N'soumer» enfin dans les salles de cinéma

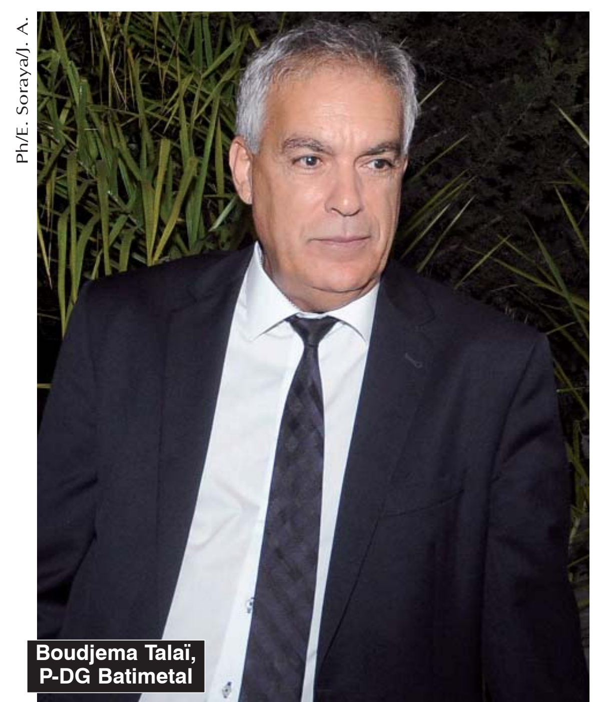
Page 13

Le logement industriel en point de mire

Marti Metal, une société mixte pour le sport

■ Créée pour combler un vide en la matière, Marti Metal, la société mixte algéro-portugaise, filiale du groupe industriel Batimetal, se lance en Algérie dans la conception et l'installation de diverses infrastructures sportives. Pas que, puisque selon Boudjema Talai, P-DG de Batimetal, la nouvelle société postulera également pour la réalisation de logements industriels.

Ph/E. Soraya/J. A.


Boudjema Talaï, P-DG Batimetal


Belmiro Torres Couto, DG Marti Metal

Par Lynda Naili Bourebrab

C'est en tout cas ce qu'il en ressort de l'allocution prononcée avant-hier soir par Boudjema Talai, P-DG du groupe industriel Batimetal à l'occasion de l'inauguration du siège de Marti Metal, sis au Parc Miremont, Chevalley, Bouzaréah, Alger. Ainsi, Boudjema Talai, après un historique retraçant les années de gloire *«de plus d'un siècle»*, de la SN Metal, société nationale dont est issu Batimetal, indiquera qu'au vu de l'inexistence en Algérie d'entreprises spécialisées dans le segment des infrastructures sportives, *«nous avons jugé qu'il était temps de faire du clé en main made in Algeria dans ce domaine»*, d'autant plus soulignera-t-il que le programme de développement inscrit au département des Sports représente une importance vitale pour la jeunesse algérienne. En outre, soulignant que *«tout se fera avec des moyens algériens»*, il fera savoir que *«l'usine de préfabrication dont les équipements ont d'ores et déjà été commandés, sera prochainement installée sur un site appartenant à Batimetal dans la zone industrielle de Batna»*.

Par ailleurs, le P-DG de Batimetal, mettant à profit le savoir-faire de la société Martifer metallic constructions, partie portugaise de Marti Metal, il annoncera sa volonté d'adhérer à la décision gouvernementale de la relance de l'industrialisation du bâtiment, notamment celle du logement : *«On ne s'arrêtera pas uniquement aux infrastructures sportives, nous irons vers le logement industriel. A cet effet, une usine de préfabrication sera montée à Oued Smar prochainement»*, a-t-il affirmé, ceci non sans insister auprès des partenaires portugais sur *«la formation des travailleurs algériens tant au niveau local qu'au Portugal»*. *«Cela fait partie des engagements transcrits dans le pacte d'actionnaires»*, appuiera-t-il. De son côté, Youcef Lahlou, président du directoire SGP Construction métallique, dont relève le groupe Batimetal, également présent à la cérémonie d'inauguration, qualifiant la création de Marti Metal de *«grand événement»*, *«les autorités de notre pays veulent que nous créions des activités et que nous acquerrions le savoir faire (...) Marti Metal est un premier pas. Un grand chantier attend la filière métallique dans le domaine du sport pour renter de plain pied dans l'industrialisation et la modernité»*. En outre, avant de féliciter le Onze national pour sa victoire contre l'équipe du Malawi 2-0, Lahlou soulignera à son tour l'importance du transfert du savoir-faire et de la formation : *«Nous attendons un transfert de savoir-faire pour l'Algérie, nous ne voudrions pas avoir uniquement des expatriés y travailler»*, a-t-il lancé.

Pour sa part, Rédha Doumi, directeur général des investissements au ministère des Sports, estimera à ce sujet que *«le ministère des Sports est favorable à tout partenariat impliquant les entreprises algériennes et qui permet un transfert de savoir-faire et de technologies»*. Relevant l'importance du programme de développement inscrit pour son département, il affichera le vœu de voir, à travers *«la création de ce genre d'entreprise»*, *«notre programme se réaliser dans les temps et dans de meilleures conditions»*, d'autant plus, déplorera-t-il que *«les premières expériences n'ont malheureusement pas été fructueuses»*. Ainsi, lors de l'inauguration du siège de Marti Metal, Belmiro Torres Couto, directeur général de l'EPE Marti Metal, commentant un film documentaire relatant les différentes réalisations de Martifer de par le monde, a rassuré la partie algérienne quant à la profonde connaissance de son entreprise mère du produit, de son expérience et son savoir-faire industriel, son ingénierie, sa capacité de mobilisation et d'innovation ainsi que son expérience internationale. **Lynda N.B.**

Antonio Gamito, ambassadeur du Portugal en Algérie

«Marti Metal, reflet d'un partenariat gagnant-gagnant»

Ph/E. Soraya/J. A.


Antonio Gamito, ambassadeur du Portugal

PRÉSENT à la cérémonie d'inauguration du siège de Marti Metal, Antonio Gamito, ambassadeur du Portugal en Algérie, a reconnu que «le taux des échanges commerciaux entre l'Algérie et le Portugal est encore insuffisant». Toutefois, il indiquera la volonté de son pays non seulement d'«agrandir» *«le volume d'échange entre les deux pays»*, mais *«surtout de dépasser le stade des exportations commerciales, et de s'installer en Algérie à travers des partenariats des projets d'investissements gagnant-gagnant tel celui qui vient de se concrétiser avec la création de la société mixte Marti Metal»*. Dans ce contexte, il indiquera que plus de quatre-vingts entreprises portugaises sont actuellement installées en Algérie dans divers domaines, à l'instar du bâtiment, de la finance, des services, tourisme, agro-alimentaire, et maintenant avec Marti Metal on sera dans le BTP. A noter que le Portugal a exporté vers l'Algérie 374,8 millions d'euros, contre 340,4 au cours de la même période de l'année précédente. D'autre part, il a importé 287,3 millions d'euros contre 224,3 millions en 2013, pour atteindre le taux de couverture de 130,5 %. Dans ce contexte, l'Algérie demeure le 11e client du Portugal au niveau mondial, ainsi que le principal marché africain, selon des chiffres de la mission diplomatique portugaise à Alger. **Lynda N.B**

Trois questions à Martins Carlos, P/DG du groupe Martifer metallic constructions

«L'Algérie, un pays stable qui offre de grandes opportunités d'investissements»

Ph/E. Soraya/J. A.


Martins Carlos
P-DG de Martifer metallic constructions

Le niveau de votre capital est important, celui des investissements l'est aussi, peut-on savoir pourquoi avoir choisi de vous implanter en Algérie ?

L'Algérie est un grand pays qui possède beaucoup de ressources naturelles et qui représente de grandes opportunités d'investissements pour les Portugais. C'est aussi un pays des plus stables pour y investir. Toutefois, le plus important c'est que l'Algérie avec sa population très jeune, regorge de potentialités humaines. Par ailleurs, en termes de distance, l'Algérie est proche du Portugal.

A la conclusion de ce partenariat, il semble que la règle 51/49 régissant les investissements étrangers directs en Algérie, ne vous inquiète pas…

Parfaitement, nous comprenons et nous acceptons cette mesure, d'autant plus que notre partenaire algérien, le groupe Batimetal, est une grande entreprise avec laquelle nous pouvons réaliser de grands projets. Aujourd'hui, nous envisageons de réaliser des stades, mais notre compétence peut aller vers toutes autres infrastructures sportives.

Aussi, nous rassurerons le côté algérien quant au respect des engagements inscrits dans le pacte d'actionnaires notamment en termes de transfert de savoir-faire et de formation du personnel algérien.

Peut-on connaître à combien s'élève votre investissement ?

Le montant de l'investissement est évalué à environ 16 millions d'euros répartis pour la préfabrication de béton et celle des structures métalliques.

Propos recueillis par Lynda Naili Bourerbab

Spécialisée dans les infrastructures sportives

Marti Metal, une première en Algérie

MARTI METAL, filiale du groupe industriel Batimetal, une entreprise publique économique, née d'une joint-venture avec le groupe portugais Martifer metallic constructions créera pas moins de 1 500 emplois directs. Un investissement de 1,6 milliard DA a été dégagé pour la réalisation et l'équipement de l'usine de Batna. La matière première utilisée, du moins pour une grande partie, est nationale puisqu'elle sera acquise auprès du complexe sidérurgique d'El Hadjar. Le champ d'activité de Marti Metal est essentiellement concentré dans la construction de grands projets sportifs, tels que les stades de football, les arènes multi usages de grande dimension, les piscines et autres infrastructures sportives, y compris les infrastructures scolaires. **Lynda N.B**

FFS, Coordination de transition et autres partis

L'opposition plus que jamais divisée

Les nouvelles déclarations du Front des forces socialistes portant non adhésion à l'initiative politique de la Coordination pour les libertés et la transition démocratique confirment encore une fois que l'opposition est plus que jamais divisée.

Ph/D. R.



Mohamed Nebbou (FFS)

Par Nacera Chennafi

Le tout nouveau secrétaire du Front des forces socialistes (FFS) Mohamed Nebbou est revenu à l'occasion du conseil extraordinaire du parti tenu samedi dernier sur l'attachement de sa formation politique à la conférence pour le consensus national et c'est pour cela que le vieux parti de l'opposition n'adhère pas à l'initiative de la Coordination pour les libertés et la transition démocratique.

Selon le texte de la résolution politique du conseil national, le FFS veut «*œuvrer sans relâche à la concrétisation de ce consensus en réunissant, en concertation avec toutes les parties prenantes de l'opposition, du pouvoir et de la société civile, les conditions les plus favorables à la tenue et au succès de la Conférence nationale du consensus*». Et pour cela, une nouvelle équipe du secrétariat nationale a été installée.

Cependant, les contacts du FFS pour tenir cette conférence restent préliminaires sans donner de détails sur la qualité des participants et les contours de son projet ne sont pas définis, ni le mode d'emploi. Ce n'est pas tout puisque le FFS se démarque indirectement de la CNTLD, notamment concernant la question du président de la République. Pour Nebbou : «*Au FFS nous travaillons au changement de tout le système. Changer une personne ou deux ne changera rien. Nous travaillons pour l'Algérie et non contre x ou y*», alors que les partisans de la transition se fixent sur la personne du président.

Il est à noter qu'actuellement sur le terrain politique, il y a une multitude de propositions et d'initiatives visant à trouver une solution à ce qu'ils appellent «*une crise*».

Le FFS n'est pas le seul à affirmer que l'opposition est plus que jamais dispersée car son ancien secrétaire, Karim Tabou dit clairement aussi qu'il a lui aussi son projet politique dans le cadre de l'Alliance nationale pour le changement (ANC).

Il n'adhère pas aux initiatives de la Coordination pour les libertés et la transition démocratique (CLTD), ni à celles de son ex-parti, à savoir le FFS. A ce sujet, il avait précisé que son parti l'UDS se fixe des élections pour la mise en application de l'initiative dont le but principal est de «*préparer la société algérienne à accepter le changement politique dans le calme et la sérénité*». Il se déclare en faveur d'une assemblée constituante qui sera élue à l'horizon de 2017.

Ainsi, l'opposition parle de la nécessité d'aller vers un changement politique, mais chacun s'accroche à sa méthode et d'autres n'expliquent même pas les modalités.

Depuis le fameux grand regroupement de l'opposition, le 10 juin dernier à Alger, ce n'est pas tous les participants qui sont unis. La Coordination pour les libertés et la transition démocratique (CNLTD), qui est à l'origine de cette conférence a installé le 10 septembre dernier une instance de suivi et de coordination. Hormis ses membres, à savoir le MSP, le RCD, le FJD, Ennahda et l'ancien chef du gouvernement Ahmed Benbitour, Ali Benflis, ont pris part également à cette réunion des juristes, des défenseurs des droits de l'homme, à leur tête Ali Yahia Abdenour et des représentants du Front pour la justice et le développement (FJD) en plus de représentant de l'ancien Premier ministre, Sid Ahmed Ghozali.

Ces initiateurs ont entamé une campagne et des sorties sur le terrain pour expliquer leur initiative au peuple et d'autres se sont contentés de rencontrer les militants de leur parti.

Du côté des partis dits «propouvoir», c'est le rejet total des initiatives de l'opposition. Dans ce cadre, on peut citer le président du MPA , Amara Benyounès qui dira dans une allocution à l'ouverture des travaux de la 2e université d'été du parti, que c'est l'opposition «*vit une crise*» tout en fustigeant certaines parties de l'opposition qui veulent impliquer l'Armée nationale populaire (ANP) dans la bataille politique. Celui qui vise le pouvoir et la majorité au Parlement et Assemblées élues «*n'a qu'à travailler et s'adresser au peuple algérien lors des prochains rendez-vous électoraux*».

L'opposition a «*des positions divergentes concernant plusieurs questions*» faisant allusion aux positions des parties de la (CNLTD).

N. C.

Kadi l'a annoncé hier à Tizi Ouzou

L'autoroute des Hauts-Plateaux lancée fin décembre

Le ministre des Travaux publics, Abdelkader Kadi a annoncé, hier, le lancement des travaux de réalisation de 620 kilomètres de l'autoroute des Hauts-Plateaux avant fin décembre 2014 compte tenu de l'achèvement des études portant sur ce tronçon de la totalité des1 030 km de ladite liaison autoroutière. Alors que les travaux pour la partie restante seront lancés après l'achèvement du raccordement des villes que traversera cette autoroute par des accès à l'autoroute Est-Ouest.



Ph/Zalouk

Le ministre, qui s'exprimait en marge de sa visite d'inspection dans la wilaya de Tizi Ouzou, a appelé, par la même occasion, les entreprises étrangères à participer au transfert de leur savoir-faire au profit des Algériens en accordant plus d'intérêt pour la formation dans certains domaines, à l'exemple de la réalisation des tunnels qui fait défaut en Algérie. A la question sur l'état d'avancement des projets de son secteur dans la wilaya de Tizi Ouzou, dont certains ont été inspectés hier même, Kadi a estimé que les chantiers avancent à un taux assez appréciable sans manquer de souligner que quand une route traverse une montagne sa réalisation nécessite énormément de temps. Néanmoins, il a appelé les entreprises réalisatrices des projets des travaux publics dans la wilaya à redoubler d'efforts pour les livrer dans leurs délais contractuels.

S'agissant des oppositions des riverains au passage des routes sur leurs terres, le ministre a appelé les habitants de la wilaya de Tizi Ouzou à faire preuve de plus de compréhension pour ne pas retarder les projets tout en mettant en exergue les bienfaits du désenclavement des localités de la région à travers la réalisation des routes. A ce propos, nous apprenons que la pénétrante de l'autoroute Est-Ouest, seulement 23 km sur les 45 km ont été libérés en attendant le reste de ce tronçon.

Il est à noter que le ministre des Travaux publics a procédé à la mise en service de plusieurs ouvrages (ponts et trémies) à l'occasion de son déplacement dans la wilaya de Tizi Ouzou. Comme il a inspecté plusieurs projets en cours dont la pénétrante de l'autoroute Est-Ouest, le dédoublement de la route Tizi Ouzou-Azazga, la rocade nord de la ville du chef-lieu de la wilaya, le dédoublement de la RN72 Makouda-Tizi Ouzou et l'évitement de la ville d'Azazga.

Hamid Messir

EDITO

Qassaman outragé

suite de la page Une

Cette mesure, qui remonte à quelque temps déjà, avait été prise dans des conditions très particulières, à savoir au paroxysme du terrorisme où l'Etat-nation était réellement menacé dans ses fondements, ce qui interpellait un surcroît de patriotisme, et l'école avait été choisie pour ré-inculquer ces valeurs et ce, à travers le chant quotidien de Qassaman. A ceci près, et les décideurs à l'origine de cette directive semblent avoir oublié cette criante évidence, que ce qui est valable et d'une capitale nécessité aujourd'hui peut devenir inutile et superflu, voire contreproductif, le lendemain, plutôt quelques années plus tard. Ainsi, les élèves des écoles primaires et ceux des autres paliers, collégiens et lycéens, se mettent au garde-à-vous pour entonner l'hymne national, les uns chaque matin, d'autres deux fois par semaine, apparemment selon le bon vouloir du directeur, et c'est là un premier écart à l'uniformité qui doit présider à l'application d'une décision «nationale». Autre écart, le fait qu'ici on ne récite qu'un seul couplet, ailleurs tout le texte, ne fait qu'ajouter à l'incongruité d'une mesure qui tente de faire passer aux forceps un endoctrinement idéologique, prétendument patriotique, comme dans les pires années des Soviets, dans les têtes de ces élèves qui vivent ce chant quotidien, à entonner qu'il vente, qu'il pleuve ou que le soleil darde ses rayons caniculaires, comme une punition, une corvée, un calvaire… Sur le fond, en attente d'être démenti par d'éminents pédagogues, il est permis de douter qu'on puisse injecter les valeurs patriotiques et les constantes nationales de cette manière, par cette répétition quotidienne, en transformant en comptine de potaches notre glorieux hymne Qassaman, dont on aura ainsi extirpé toute la charge solennelle et symbolique. C'est là une hérésie qui s'est inscrite dans la durée, jurant avec le Smig de la pédagogie, à laquelle personne ne semble prêter attention, ni les parents d'élèves, ni le ministère, ni les enseignants. Ces derniers ne se soucient pas de ce genre de «détails», d'autant plus qu'ils bénéficient, il est vrai, de la circonstance atténuante qu'ils ont l'esprit ailleurs, à savoir sur la fiche de paie et la rente des cours particuliers…

N. S.

Ils sont impliqués dans 686 accidents en 2014

Les camions et les bus, danger sur nos routes

■ *Les statistiques parlent d'elles-mêmes. Elles sont effarantes et donnent froid dans le dos. Une répartition par catégorie de véhicules dans les accidents de la route montre que les camions, bus et autocars sont impliqués à hauteur de 28% dans la totalité des accidents, alors même que leur nombre ne dépasse pas 10% du parc automobile en circulation, selon un communiqué récent de la Gendarmerie nationale.*

Par Meriem Benchaouia

Nos routes sont devenue un véritable coupe-gorge et de plus en plus de véhicules de transport en commun sont impliqués dans des accidents de la route. Confié souvent à des jeunes conducteurs n'ayant aucune expérience ou formation dans le domaine, cette catégorie professionnelle de transporteurs est pointée du doigt pour être à l'origine de plusieurs accidents mortels. Autrement dit, un accident d'un transport de marchandises ou d'un transport en commun cause plus de dégâts humains et matériels, avec souvent des séquelles gravissimes et traumatisantes sur l'opinion publique. Les statistiques parlent d'elles-mêmes. Elles sont effarantes et donnent froid dans le dos. Une répartition par catégorie de véhicules dans les accidents de la route montre que les camions, bus et autocars sont impliqués à hauteur de 28% dans la totalité des accidents, alors même que leur nombre ne dépasse pas 10% du parc automobile en circulation, selon un communiqué récent de la Gendarmerie nationale. Ainsi, en 2014, les véhicules de transport en commun et de marchandises ont été impliqués dans 686 accidents, causant 236 décès et 2 685 blessés. Les accidents le plus meurtriers ont été enregistrés dans la wilaya de Ouargla : 28 personnes décédées et 110 autres blessées. Devant l'ampleur de ce phénomène et compte tenu des missions de la Gendarmerie nationale, de lutte contre l'insécurité routière, une campagne de sensibilisation a été lancée en direction de cette catégorie professionnelle de transporteurs, indique le communiqué . Sous le thème «La conduite professionnelle est avant tout une affaire de responsabilité et de conscience», cette campagne de sensibilisation, qui s'inscrit, précise la gendarmerie, dans le cadre de la prévention routière et cible exclusivement


Ph/DR

les conducteurs des transports en commun et les transports de marchandises à travers le territoire national. «*L'organisation de cette action vient conséquemment à l'ampleur de l'implication des véhicules dont l'activité est réglementée* (transport de marchandises et de voyageurs) *dans les accidents de la route et du fait que la responsabilité comportementale due au facteur humain, essentiellement les conducteurs, reste toujours prépondérante*», explique la Gendarmerie nationale. Par ailleurs, le ministre des Transports, Amar Ghoul, avait annoncé, il y a quelques jours, la tenue prochaine d'une réunion de coordination regroupant plusieurs secteurs afin d'examiner les causes de la hausse des accidents de la route en Algérie et de prendre, ainsi, les mesures nécessaires pour limiter l'ampleur de ce fléau. Cette réunion va regrouper des responsables et experts des ministères, respectivement des Transports, de l'Intérieur et Collectivités locales, des Travaux publics et de la Défense nationale ainsi que les services de la Gendarmerie et de la Sécurité nationale, a précisé le ministre, en marge d'une séance plénière réservée aux questions orales du Conseil de la nation. Des mesures répressives devraient être prises à l'issue de cette rencontre afin de mieux lutter contre les accidents de la route qui ont augmenté «*d'une manière terrifiante*», avait déploré le ministre. D'où la nécessité d'une coordination entre tous les secteurs concernés, avait-il poursuivi.

M. B.

Algérie-UE

Lancement de trois projets agricoles de jumelage

TROIS PROJETS agricoles de jumelage entre l'Algérie et l'Union européenne ont été lancés dimanche à Alger dans le but de mettre à niveau la réglementation et de faciliter l'accès des produits agricoles algériens aux marchés européens. La cérémonie de lancement s'est déroulée en présence du ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelouahab Nouri, du ministre du Commerce, Amara Benyounès, des ambassadeurs respectivement de l'UE, de France et d'Italie à Alger ainsi que d'experts algériens et européens. Financés par l'UE à hauteur de six millions d'euros, ces projets devraient aboutir à la finalisation du dispositif institutionnel et réglementaire, au démarrage opérationnel des institutions centrales chargées de la reconnaissance des produits par les signes distinctifs liés à l'origine, au renforcement des capacités des acteurs concernés et à la reconnaissance de trois produits-pilotes par les signes distinctifs liés à l'origine. Cette initiative fait partie du programme d'appui à la mise en œuvre de l'Accord d'association, signé entre l'Algérie et l'UE en 2005, qui prévoit l'instauration d'une zone de libre-échange en 2020.
Le premier projet concerne, donc, le renforcement des capacités humaines dans les domaines de la sécurité sanitaire des aliments, et ce, par la mise à niveau des laboratoires de l'Institut national de la médecine vétérinaire (INMV), alors que le second porte sur la modernisation des services vétérinaires algériens aux niveaux central et local. **K. L.**

Education

Bientôt des cours pour le Bac et le BEM à la télévision


Ph/DR

La ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrit, a annoncé avant-hier à Tiaret que des cours pour les élèves préparant les examens du baccalauréat et du Brevet d'enseignement moyen (BEM) seront diffusés sur les chaînes nationales de télévision à partir de décembre prochain. «*Les cours sont prêts pour diffusion en attendant la signature d'une convention entre l'Entreprise nationale de télévision (ENTV), le Centre national d'enseignement à distance et le ministère de l'Education nationale. Ils concernent différentes matières prévues aux examens du Bac et du BEM*», a déclaré Mme Benghebrit samedi soir, en marge de sa visite dans la wilaya. Elle a insisté par ailleurs, sur la nécessité de conjuguer les efforts pour améliorer les conditions de scolarisation. Une responsabilité qui incombe à tous, dont les pouvoirs publics, les directions de l'exécutif, les syndicats et les parents d'élèves. Mme Benghebrit a également souligné que le ministère se concentre sur les programmes et les contenus scolaires en envisageant le transfert de la gestion matérielle aux collectivités locales, surtout en ce qui concerne la prime de scolarité et le manuel scolaire. Pour ce qui est du transfert de la gestion de l'école primaire au ministère de l'Education nationale, elle a expliqué qu'il est relatif au code communal. Elle a en outre ajouté que le ministère œuvre à récupérer les structures et les centres spécialisés de formation des formateurs, soit 62 centres dont 11 seulement sont gérés actuellement. Concernant les classes mixtes, Mme Nouria Benghebrit a fait savoir que les recherches effectuées par les centres spécialisés relevant du ministère ont donné des résultats satisfaisants, annonçant la tenue, au mois de novembre prochain, d'un colloque sur les classes intégrées avec la participation d'experts.

«La stratégie d'évaluation pédagogique est importante dans la réforme du système scolaire»

La stratégie d'évaluation pédagogique est importante dans la réforme du système scolaire, a déclaré, avant-hier à Tiaret, la ministre de l'Education nationale. Présidant une conférence régionale sur ce thème à l'Institut de formation des cadres de l'éducation, la ministre a ajouté que cette stratégie doit concevoir trois points, le premier est de garantir la qualité de l'enseignement et mettre au point un programme spécial d'intervention pour les wilayas qui accusent un déficit. La ministre a mis l'accent, au passage, sur le développement de l'éducation préparatoire, la formation des compétences et la refonte du programme scolaire. Le deuxième point concerne la méthode suivie pour l'épanouissement de l'élève, son ouverture sur son environnement et l'introduction de cours en audiovisuel pour les élèves des classes finales aux cycles du secondaire et du moyen, a-t-elle ajouté. «*Cet objectif n'est possible qu'en assurant une base au primaire, pierre angulaire pour laquelle il faut mobiliser les moyens et l'encadrement compétents* (directeurs, enseignants, inspecteurs) *sur lesquels doit veiller la direction de l'éducation*», a souligné Mme Benghebrit. «*Le point le plus important pour la réussite de cette stratégie est la compréhension du projet de réforme et la connaissance des étapes de traitement des problèmes, des critères d'élaboration pédagogique et de la carte scolaire*», dira-t-elle. La ministre a achevé sa visite dans la wilaya par une rencontre avec les cadres de l'éducation et les représentants de la société civile au siège de la wilaya. Lors d'un point de presse en marge de sa visite à Tiaret, la ministre a souligné que le dialogue est le meilleur moyen pour surmonter les problèmes de l'Education nationale, estimant que le recours à la grève «*ne peut contribuer à la concrétisation des ambitions de la famille éducative et du programme de réforme*».

Ahcene Hadjam

Exploitation du gaz de schiste

Sonatrach «se prépare activement» selon Yousfi

■ Le ministre l'Energie, Youcef Yousfi, a souligné hier à Oran que Sonatrach «se prépare activement» à utiliser les techniques permettant d'avoir accès aux hydrocarbures contenues dans les formations géologiques compactes comme les schistes.

Par Yasmine Ayadi

Ph DR



Les travaux de la Conférence internationale sur l'industrie du gaz en Algérie ont débuté hier à Oran sous la présidence du ministre de l'Energie, Youcef Yousfi. Cette rencontre se déroule en présence du P-DG du groupe de Sonatrach, des responsables du secteur de l'énergie et de Sonatrach ainsi que des experts internationaux et de nombreuses compagnies internationales versées dans le domaine de l'industrie du gaz. Durant deux jours, les participants débattront de deux thèmes, à savoir «Les ressources non conventionnelles en Algérie : un potentiel et des pers-pectives» et «50 ans dans l'industrie du GNL : l'expérience de l'Algérie». Intervenant à l'ouverture de la Conférence internationale sur l'industrie du gaz en Algérie, le ministre de l'énergie Youcef Yousfi a souligné à Oran que Sonatrach *«se prépare activement»* à utiliser les techniques permettant d'avoir accès aux hydrocarbures contenues dans les formations géologiques compactes comme les schistes. L'objectif escompté est *«d'exploiter plus rationnellement les gisements déjà en production comme celui de Hassi Messaoud dans le but d'augmenter le taux d'extraction à partir de ses compartiments compactes»*, a précisé Yousfi. Il est également question, selon le ministre, de *«développer les nombreux gisements découverts mais difficiles à exploiter selon les méthodes traditionnelles»*. Par ailleurs, Yousfi a assuré que *«l'emploi de ces technologies doit nécessairement s'accompagner d'une gestion rigoureuse des ressources en eau et de la préservation de l'environnement»*. *«Un encadrement rigoureux est déjà mis en place dont le strict respect sera exigé»*, a-t-il souligné, ajoutant *«qu'il sera fait appel aux technologies les plus avancées notamment en matière de traitement des eaux après leur emploi»*. Il est à souligner que dans une déclaration faite cette semaine à la presse à l'université d' Annaba, Abdelmadjid Attar, ancien P-DG de Sonatrach a mis *en garde contre «les dangers liés à la pollution et à la santé publique s'il n'y a pas un contrôle strict et une surveillance rigoureuse»*. Ce n'est donc ni les appréhensions des professionnels ni la contestation citoyenne opposant cette démarche qui ont eu l'effet de stopper le projet de l'exploitation du gaz de schiste…

Sonatrach investira près de 3,5 milliards USD pour la construction de nouveaux gazoducs

Pour sa part le P-DG de Sonatrach, Saïd Sahnoun, a annoncé, hier à la même occasion que le groupe pétrolier national compte investir 3,480 milliards de dollars dans la construction de nouveaux gazoducs pour améliorer la capacité de ceux déjà existants. Saïd Sahnoun a souligné que cet investissement est inscrit au titre du plan quinquennal 2015-2019, rappelant l'existence de quatre principaux gazoducs à proximité des gisements : les bassins de Berkine, Illizi, Reggane et Timimoun. *«Un autre gazoduc est en cours de construction et sera mis en service en juillet 2016»* a-t-il ajouté. Il est à rappeler que l'Algérie dispose de 87 plateformes gérées par Sonatrach et 16 autres gérées en joint-venture. Quant aux unités de fracturation disponibles, elles sont de l'ordre de 25. «Le succès de ce projet d'investissement dans les gazoducs, dans sa phase de développement exige de l'expérience et des équipements performants. Cela exige également *«des ressources humaines substantielles pour combler les vides en matière d'équipements»*, a déclaré le P-DG de Sonatrach, estimant la taille du projet à quelque 20 milliards de mètres cubes/an.

Y.A/APS

Production algérienne de gaz

Elle augmentera de 40%

Le ministre de l'Energie, Youcef Yousfi, a affirmé hier à Oran que la production nationale des hydrocarbures *«recommence à croître»*. Répondant aux inquiétudes concernant le déclin de la production algérienne des hydrocarbures, le ministre a a assuré que *«notre production recommence à accroître grâce à la mise en exploitation de nouveaux gisements»*. *«Nous prévoyons d'augmenter la production de gaz naturel de 40% dans les cinq années à venir et la doubler d'ici à une dizaine d'années»*, a-t-il ajouté, soulignant que le domaine minier en Algérie est très vaste et relativement peu exploré. *«Nous œuvrons à élargir la base de nos réserves minières en intensifiant l'exploration dans toutes les régions du pays»*, a déclaré le ministre, ajoutant que son secteur veille à l'amélioration du taux de récupération des gisements. Par ailleurs, le ministre a réaffirmé que son secteur continuera à remplir une double mission, celles de *«satisfaire pour le long terme une demande nationale en énergie en pleine croissance»* et d'autre part *«contribuer d'une manière durable au financement d'une économie en pleine mutation»*.

Y.A.

Le P-DG de Sonatrach à propos de l'industrie du gaz

«LAlgérie est à un moment important»

Le P-DG de Sonatrach, Saïd Sahnoun, a estimé que l'Algérie est à un moment important dans l'histoire de son industrie. *«Nous sommes à un moment tr ès important dans l'histoire de notre industrie. L'Algérie bénéficie d'un énorme potentiel en ressources non conventionnelles et combine un savoir-faire prouvé sur les plans opérationnel et marketing»*, a-t-il indiqué, à l'ouverture de la conférence internationale sur l'industrie du gaz en Algérie, Le ministre a rappelé que des infrastructures très importantes incluant une connexion entre notre principal réseau de pipelines et l'Europe, directement à travers Medgaz ou via l'Italie et l'Espagne, en plus des infrastructures de production de GNL ont été réalisées, soulignant dans ce cadre, que deux nouvelles infrastructures de classe mondiale ont été construites, récemment.

Y.A.

Ressources non conventionnelles

L'Algérie dispose «de grandes potentialités» selon les experts

Un expert algérien a souligné hier, à Oran, que l'Algérie disposait de grandes potentialités pour l'exploitation des ressources non conventionnelles en hydrocarbures. A ce titre, le directeur des projets non-conventionnels à Sonatrach (Amont), Mohamed Kaced, a expliqué, dans une communication présentée à l'occasion de la conférence internationale sur l'industrie de gaz en Algérie que les potentialités de l'Algérie en matière d'exploitation de ressources non conventionnelles et principalement le gaz de schiste sont *«importantes»*. Plusieurs études utilisant des techniques de pointe ont été faites à ce propos. Cinq bassins potentiels ont été ciblés et les recherches ont démontré que l'Algérie, comme champ d'exploitation, ne différerait pas grandement de l'Amérique du Nord et principalement des Etats-Unis, premier pays à avoir exploité le gaz de schiste comme ressource non conventionnelle. Selon le même intervenant, ces études, entamées en 2007, ont montré un potentiel important de gaz en place (GIP) dans les zones prospectives. *«Le total des ressources que nous allons rencontrer, avec ces prospects est de 4 940 TCF (trillions de pieds cubes), équivalent 148 000 milliards m³, soit 248 milliards de barils»*, a-t-il ajouté.

Y. A.

Washington disposé à «renforcer sa collaboration avec l'Algérie»

LE SOUS-SECRETAIRE d'Etat américain à l'Energie, Christopher Smith, a indiqué, hier à l'occasion de la Conférence internationale sur l'industrie du gaz que les Etats-Unis sont disposés à renforcer les moyens de collaboration avec l'Algérie en matière d'exploitation du gaz de schiste. *«L'exploitation de gaz de schiste, cette ressource non conventionnelle nécessite une technologie de pointe. Les Etats-Unis aspire t ens de collaboration en la matière avec l'Algérie»*, a déclaré le responsable américain. *«L'Algérie dispose d'un potentiel important en matière de ressources non conventionnelles, leur exploitation nécessite une technologie de pointe que nous pouvons partager avec les autres pays dont l'Algérie évidemment. Nous aspirons à définir les voies et les moyens de consolider la coopération déjà existante avec ce pays»*, a-t-il expliqué.

Y.A.

Politiques monétaires accommodantes aux Etats-Unis

L'Algérie s'inquiète des retombées d'un éventuel arrêt

■ *L'Algérie a exprimé, samedi à Washington, ses préoccupations quant à un éventuel arrêt de la politique monétaire accommodante aux Etats-Unis qui pourrait se traduire par une volatilité des marchés et une sortie des capitaux des pays en développement.*

Par Lamine B.

«*Il existe également des préoccupations légitimes quant à une normalisation de la politique monétaire aux Etats-Unis qui interviendrait à un rythme trop rapide*», a déclaré le gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohamed Laksaci, lors de la plénière du Comité monétaire et financier international du FMI.

L'arrêt de cette politique monétaire assouplissante «*pourrait déclencher des réactions de marchés négatives, y compris des sorties de capitaux déstabilisants dans les économies émergentes*», a précisé M. Laksaci qui s'exprimait au nom du groupe de sept pays que l'Algérie représente au sein ce comité du FMI à savoir l'Afghanistan, le Ghana, la Tunisie, le Pakistan, l'Iran et le Maroc.

M. Laksaci a signalé, à ce titre, que de telles retombées pouvaient également être déclenchées par une intensification potentielle des risques géopolitiques. Avec les bons signes de reprise qu'affichent les Etats-Unis, la réserve fédérale américaine Fed compte renoncer à sa politique monétaire accommodante prise en 2008 juste après la crise pour soutenir l'économie.

Le FMI, tout comme plusieurs groupements économiques à l'instar du G24, ont estimé que la suppression des mesures du taux d'intérêt faible et des crédits à moindre coût aux entreprises et aux individus pourrait se traduire par une baisse de la consommation et une volatilité aux États-Unis qui représente un marché important aux pays émergents.

Selon, le gouverneur de la BA, il est attendu que la normalisation de la politique monétaire aux Etats-Unis gagne en vitesse dans le futur proche, compte tenu de la forte croissance et de l'emploi dans ce pays.

Dans le même sillage, il a considéré que d'autres sources pouvaient créer de la croissance comme le renforcement de la demande interne et l'accélération des reformes structurelles pour doper la compétitivité et l'investissement dans le secteur privé, saluant l'accent mis dans le programme de politiques globales de la directrice générale du FMI sur l'investissement en infrastructures pour soutenir la croissance.

Par ailleurs, M. Laksaci a indiqué que l'Algérie et le groupe qu'elle représente appréciaient le soutien du FMI aux pays arabes en transition, en soulignant l'importance de l'engagement étroit et continu dans ces pays à travers une assistance financière et technique bien calibrée à leurs besoins et circonstances spécifiques.

Pour les pays à faible revenu, M. Laksaci a indiqué que l'Algérie et les six autres membres du groupe encourageaient le FMI à renforcer son engagement auprès d'eux.


Ph/E. Soraya/J.A.

Nous restons dans l'attente de la révision de la politique du FMI en matière de limites d'endettement, avec pour objectif d'assurer une flexibilité en matière de viabilité de la dette et de répondre à l'évolution des besoins de financements des pays à faible revenu, a-t-il plaidé.

L. B./APS

Energie

Forte influence de la production pétrolière américaine sur les cours du brut

Les Etats-Unis, aidés par l'essor du schiste, sont en passe de devenir les premiers producteurs d'hydrocarbures liquides de la planète, ce qui se traduit par une plus grande abondance de l'or noir dans le reste du monde, responsable en partie de la chute actuelle des prix, selon les experts.

La production en hydrocarbures liquides du pays le plus grand consommateur de brut de la planète est en effet, depuis ces derniers mois, au coude-à-coude avec l'offre saoudienne et pourrait même la dépasser prochainement.

Grâce au boom récent du pétrole non conventionnel, les Etats-Unis ont extrait 11,6 millions de barils par jour (mbj) en juin et 11,5 mbj en août, comme l'Arabie saoudite, selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE) qui publiera prochainement ses chiffres pour septembre.

Pour Francisco Blanch, qui dirige la recherche sur les matières premières chez Bank of America, les Etats-Unis sont même déjà arrivés «*aisément à la première place*» au premier semestre. «*Il s'agit de très loin de la plus importante et de la plus rapide croissance de production de l'histoire américaine*», ajoute-t-il. «*Dans les années 1920, ou 30 ou 40, l'offre augmentait d'un mbj par décennie, maintenant c'est tous les ans !*», précise-t-il. Depuis son plus bas de 2008, lorsque le pays était empêtré dans la crise financière, la production de pétrole brut américaine a bondi de près de 60%.

Une telle explosion de l'offre n'est pas restée sans conséquence. «*La réduction des importations*» de brut étranger qui en résulte, «*tout comme la hausse des exportations de produits raffinés américains vers l'étranger se traduit de facto par une plus grande abondance d'or noir dans le reste du monde*», relève James Williams, expert de WTRG Economics.

Ce boom, «*combiné à la croissance mondiale en berne, est en grande partie responsable de la chute actuelle des prix mondiaux*», remarque-t-il.

Malgré les vives tensions géopolitiques, les cours du brut ont chuté d'environ 20% depuis juin à New York comme à Londres.

La dépendance énergétique des Etats-Unis s'est considérablement réduite, provoquant, selon certains analystes, un désengagement du pays sur la scène internationale, notamment au Moyen-Orient.

«*Les Etats-Unis ne dépensent plus que 1,5% de leurs revenus dans l'achat d'hydrocarbures et de gaz étrangers*», écrivent les analystes de Bank of America.

En revanche, à 420 000 bj début octobre, les exportations de brut américaines sont les plus importantes depuis 1957, et pourraient bientôt atteindre des sommets historiques.

Mais cette manne pourrait ne pas être éternelle, préviennent les experts. «*La révolution du schiste est le résultat du développement des techniques comme le forage horizontal ou la fracturation hydraulique, mais aussi du niveau élevé des prix qui permet de les financer*», note James Williams.

«*Si les prix baissent encore de 10 ou de 15 dollars, l'exploitation des bassins de schiste ne sera plus rentable et la croissance de la production prendra fin*», prévient James Williams.

Les Américains ont investi dans le secteur pétrolier 200 milliards de dollars en 2013.

Hatem D.

Grandes banques

Accord sur la sécurisation du système financier

Les grandes banques du monde se sont mises d'accord pour modifier les règles de fonctionnement du marché de quelque 7 000 milliards de dollars de produits dérivés afin d'éviter que la faillite d'une d'entre elles ne provoque l'effondrement du système financier mondial.

Ces établissements, allant des américains aux asiatiques en passant par des européens, ont accepté d'abandonner le principe du débouclage automatique («close out») des contrats si une institution financière se trouve en difficulté, a annoncé dans un communiqué l'ISDA.

L'Association internationale des swaps et dérivés (ISDA) est l'organisme représentant le secteur. C'est elle qui mène les négociations avec les autorités de régulation.

Selon elle, en cas de défaillance d'un grand établissement posant des risques pour le système financier («Too big to fail») les banques vont mettre en place un délai pour donner davantage de temps aux régulateurs afin qu'ils trouvent une solution évitant une faillite «*désordonnée*» aux conséquences potentiellement explosives.

Cette solution contractuelle vise concrètement à suspendre temporairement le débouclage automatique des contrats.

Cet accord sera effectif à partir du 1er janvier 2015, selon le communiqué.

«*Cette initiative est un pas important pour réduire les risques d'une instabilité financière associés à une résiliation brusque des contrats*», ont salué la banque centrale américaine (Fed) et le FDIC, deux des principaux régulateurs bancaires aux Etats-Unis dans un communiqué commun.

Les banques auxquelles va s'appliquer cet accord sont : Bank of America, Bank of Tokyo-Mitsubishi, Barclays, BNP Paribas, Credit Agricole, Credit Suisse, Citigroup, Deutsche Bank, Goldman Sachs, JPMorgan Chase, HSBC, Mizuho Financial Group, Morgan Stanley, Nomura, Royal Bank of Scotland (RBS), Société Générale, UBS, Sumitomo Mitsui et UFJ.

Les produits dérivés sont des «*assurances*» négociées de gré à gré et sur lesquelles spéculent les investisseurs institutionnels.

Leur but premier est de permettre aux firmes de se couvrir contre différents types de risques financiers.

Farid C.

Valorisation de l'expérience de l'industrie

Cinquantenaire de la Camel d'Arzew

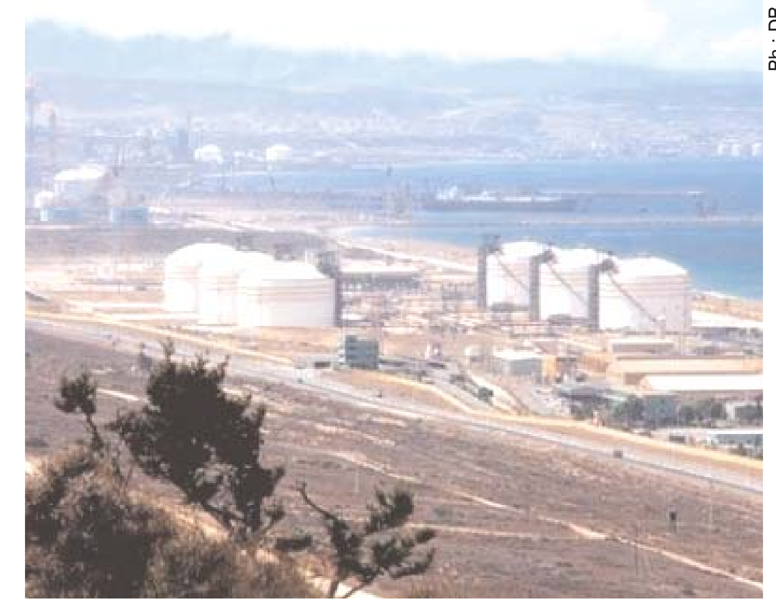
■La reconversion de la «Camel» en nouvelle unité industrielle a pour objectif d'harmoniser la capacité productive avec les exigences du développement économique et les systèmes de production dans le domaine énergétique…

Par Kamel L./APS

La Conférence internationale sur l'industrie du gaz en Algérie, se tenant les 12 et 13 octobre à Oran, constitue une opportunité pour la valorisation de l'expérience algérienne dans ce domaine énergétique, à l'occasion de la célébration du cinquantenaire de la création, à Arzew (Oran), de la première usine de gaz naturel liquéfié (GNL) au monde.

Cette manifestation internationale coïncide avec l'anniversaire de la première opération de déchargement de 12 000 tonnes de GNL, depuis cette usine doyenne mondiale en GNL vers l'Islande, un 12 octobre 1964 pour une traversée de 2 600 kilomètres. La rencontre mettra la lumière sur les différentes étapes de cette usine (entrée en production en septembre 1964, le développement de ses capacités productives, technologiques, techniques en 1977, la baptisassion de l'usine «complexe GL4/Z», jusqu'à l'arrêt de la production en 2010, en prévision du programme de modernisation des structures de la zone industrielle pétrochimique d'Arzew).

La reconversion de la «Camel» en nouvelle unité industrielle a pour objectif d'harmoniser la capacité productive avec les exigences du développement économique et les systèmes de production dans le domaine énergétique, afin de faire face aux besoins du marché du GNL exigeant un meilleur approvisionnement continu en quantité et en qualité.



Ph : DR

Cette usine, leader au monde, porte un grand symbole reflétant un long parcours de l'histoire du développement de l'industrie gazière en Algérie, marquée par des acquis et des réalisations ayant contribué au développent national global. Ce capital expérience d'un demi-siècle a permis la maîtrise des techniques, des technologies et des outils, ainsi qu'un savoir-faire et des compétences humaines à la faveur de l'adoption d'une approche de formation continue et de la coopération internationale.

Cette expérience, devenue un modèle mondial, suscite l'intérêt de nombreux experts internationaux lors de plusieurs visites techniques tout comme des représentants des grands groupes énergétiques dans le monde, dont celle à l'occasion de la tenue à Oran de la 16e conférence internationale du GNL (LNG 16) en avril 2010, où les participants ont pris connaissance des installations de la Camel. Doté d'un musée sur l'histoire de l'industrie gazière en Algérie, la Camel a produit, durant ses 46 années de service, plus de 85 millions de mètres cubes de GNL et a vu le chargement de plus de 3 000 méthaniers. **K. L./APS**

Tipasa

Trois morts et six blessés dans un accident de la route

Trois personnes ont trouvé la mort et six autres ont été blessées dans un accident de la circulation survenu samedi à 19h00 à l'intersection de Chenoua (wilaya de Tipasa), a-t-on appris auprès de la Protection civile.

L'accident s'est produit lorsqu'un camion est entré en collision avec trois véhicules légers, faisant trois morts et six blessés qui ont été secourus par la Protection civile, a indiqué à l'APS l'officier de permanence de ce corps constitué. Selon le chef de sûreté de la wilaya de Tipasa, le commissaire divisionnaire Jaijai Salim, l'accident serait dû à un dysfonctionnement des freins du camion qui a percuté trois véhicules qui étaient à l'arrêt à l'intersection. Le directeur de la santé de la wilaya, Amrani Toufik, a déclaré à l'APS que deux blessés étaient dans un état critique, nécessitant leur transfert en urgence vers le CHU de Blida, tandis que l'état de santé des autres blessés était relativement stable. Le wali de Tipasa s'est déplacé en compagnie de responsables de la sûreté sur les lieux de l'accident afin de s'enquérir de la situation et de la bonne prise en charge des blessés, a-t-on constaté sur place. Les services de police de la sûreté de la wilaya de Tipasa ont ouvert une enquête judiciaire pour déterminer les causes exactes du drame. **A.B.**

Investissement à El Tarf

Une commission de wilaya pour le suivi des projets

Une commission chargée de suivre sur le terrain les projets d'investissement a été installée dans la wilaya d'El Tarf pour lever les contraintes que les investisseurs viendraient à rencontrer dans la concrétisation de leurs projets, a indiqué samedi le wali, Mohamed Lebka.

Intervenant lors d'une rencontre qui regroupé, au siège de la wilaya, près de 70 investisseurs porteurs de projets validés par le Calpiref (Comité d'assistance à la localisation et la promotion de l'investissement et de la régulation du foncier), le chef de l'exécutif local a souligné que cette commission *«entamera sa mission dès aujourd'hui* (samedi) *afin de permettre à cette wilaya de connaître le bond qualitatif tant attendu en matière d'investissements»*.

La rencontre présidée par M. Lebka s'inscrit dans le cadre d'une stratégie élaborée localement pour redynamiser les investissements qui *«stagnent»* depuis plusieurs années, bien que cette wilaya dispose de nombreuses opportunités qui gagneraient à être valorisées. Le wali d'El Tarf a appelé à *«privilégier le contact direct, franc et objectif pour solutionner les problèmes à l'origine des retards enregistrés dans l'exécution des projets d'investissement dans les délais impartis»*.

Des préoccupations liées, notamment, aux lenteurs rencontrées auprès des banques et du CTC (organisme de contrôle des constructions) ont été soulevées par les investisseurs qui ont fait, depuis 2011, valider 87 dossiers, dont 47 depuis moins d'une année. Les efforts consentis pour la relance de l'investissement ont également permis la récupération de 20 hectares de poches foncières susceptibles de servir d'assiettes pour la réalisation de projets porteurs d'emplois, a-t-on, par ailleurs signalé, ajoutant que d'autres terrains sont en cours de récupération dans les localités de Chatt, du Lac des Oiseaux, d'Ain Allem (Dréan) et d'Ain Assel. **Ali O.**

Plus de 60 participants attendus

Tournoi des jeux traditionnels à Adrar

Plus de 60 athlètes issus de différentes régions du pays sont attendus au tournoi national des sports traditionnels prévu à Adrar les 17 et 18 octobre, apprend-on samedi auprès de la direction de la jeunesse et des sports (DJS). Les participants à ce rendez-vous sportif concourront dans plusieurs disciplines dont celles de Tachkoumt (hockey sur sable avec branche de palmier), Lamaabza (lutte traditionnelle) et le grimper de palmier, a indiqué, de son côté, Boujandara Nour Eddine, un membre de la Fédération algérienne des jeux et sports traditionnels (FNJST). Cette manifestation juvénile vise la promotion des jeux et sports traditionnels pratiqués au niveau local, a précisé Boujandara Nour Eddine. Dans le cadre des préparatifs de cet événement sportif, une réunion de coordination s'est tenue récemment à la direction de la jeunesse et des sports à Adrar, et des sorties ont été organisées pour inspecter les espaces retenus pour le déroulement de ce tournoi, a-t-on indiqué. **Safa C.**

Kerarma (Tissemsilt)

Plus de 12 hectares d'arbres forestiers détruits par les flammes

UN INCENDIE, qui s'est déclaré vendredi soir à Kerarma dans la commune de Lardjem (Tissemsilt), a ravagé plus de 12 hectares d'arbres forestiers, a-t-on appris samedi des services de la Protection civile.

Le feu, qui a été enregistré aux environs de 17h30, a détruit des espèces de pin d'Alep, de chêne et d'eucalyptus.

Les agents de la Protection civile ont maîtrisé cet incendie qui a persisté jusqu'à une heure tardive de la nuit du vendredi à samedi.

Cette intervention a permis de sauver une superficie de plus de 200 ha de cette forêt distante de 6 kilomètres de la commune de Lardjem.

Les causes de cet incendie sont inconnues, a-t-on souligné à la subdivision des forêts de la daïra de Lardjem. Les services de la Gendarmerie nationale ont ouvert une enquête pour déterminer les circonstances de l'incendie.

La campagne de lutte contre les feux de forêt se poursuit dans la wilaya où 14 brigades mobiles d'intervention ont été mobilisées, regroupant 650 cadres et agents dont 599 relevant de la Protection civile et 100 saisonniers à la Conservation des forêts, en vue de couvrir une superficie de plus de 65 000 ha. **R. T.**



Dialogue inter-libyen

Ban Ki-moon relève l'importance de l'initiative algérienne

Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a relevé à Tripoli l'importance de l'initiative algérienne dans le règlement de la crise libyenne à travers un dialogue inter-libyen inclusif. «Je suis même sûr que vous trouverez le même soutien (au dialogue) dans les initiatives de vos voisins, notamment celle proposée par l'Algérie», a déclaré le SG de l'ONU lors de son intervention devant des responsables libyens et des envoyés spéciaux de l'Italie, du Royaume-Uni, de la France et de Malte.

Fateh L./Agence

Pour Ban, qui est arrivé samedi après-midi à Tripoli, il n'y a pas d'alternative au dialogue, qui doit inclure sans exception toutes les parties libyennes, notant que le «*chemin sera long et difficile*».

Le représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies pour la Libye et chef de la Mission d'appui des Nations unies en Libye (MANUL), Bernardino Léon, avait souligné, mercredi dernier à Alger, que l'Algérie a une vision, une connaissance et une initiative qui sont «*les meilleures pour (une solution) en Libye*». A l'issue d'une rencontre avec le ministre délégué, chargé des Affaires maghrébines et africaines, Abdelkader Messahel, le chef de la MANUL s'est dit «*convaincu*» que l'Algérie a un rôle «*très important*» à jouer dans le règlement de la crise libyenne, «*tellement complexe*», exigeant une contribution de «*tous les grands acteurs internationaux*».

La visite de Ban, la première du genre en Libye, vise notamment à donner un «*coup de pouce*» au dialogue initié par l'ONU fin septembre. M. Ban doit «*inciter les parties libyennes à aller de l'avant dans le dialogue politique pour rétablir la stabilité dans le pays*», a indiqué son porte-parole sur son compte Twitter.

L'émissaire spécial de l'ONU, Bernardino Leon, était en effet parvenu le 29 septembre à réunir pour la première fois des représentants des différents camps au Parlement libyen, une initiative qualifiée par l'ONU de «*pas important*» vers la paix.

Le Parlement, issu des élections du 25 juin, est reconnu par la communauté internationale mais contesté par une coalition de milices, «Fajr Libya», qui contrôle Tripoli et des groupes armés islamistes qui ont pris Benghazi (Est). Des élus, dont certains soutiennent ces milices, boycottent les travaux du Parlement qui se voit contraint de siéger à Tobrouk, à 1 600 km à l'est de Tripoli, pour échapper à la pression des milices.


Ph : DR

La Libye continue à vivre un conflit armé dans plusieurs de ses villes, notamment à Tripoli (ouest) et Benghazi (est) entre des milices armées qui visent le pouvoir ainsi qu'une profonde crise politique entre le courant libéral et celui d'obédience islamique. En visite vendredi à Tunis, Ban Ki-moon s'était déclaré «*inquiet*» de la situation sécuritaire en Libye.

Lors d'une conférence de presse à l'issue de son entretien avec le président tunisien Mohamed Moncef Marzouki, le SG de l'ONU a souligné l'«*inquiétude partagée à propos de la dégradation de la situation sécuritaire en Libye*», et a déclaré avoir discuté avec le président tunisien «*des moyens à envisager pour améliorer cette situation*».

Fateh L.

Tunisie

Mille cinq cents extrémistes arrêtés cette année

Mille cinq cents djihadistes présumés ont été arrêtés cette année en Tunisie dans le cadre de mesures conduites pour assurer la poursuite du processus de transition démocratique, a révélé le Premier ministre, Mehdi Jomaâ.

Plusieurs centaines d'entre eux ont combattu en Syrie et pourraient s'avérer dangereux, a souligné le Chef du gouvernement, lors d'une interview accordée à Reuters, à 15 jours des élections législatives du 26 octobre qui seront suivies le 23 novembre par le premier tour du scrutin présidentiel.

Le chaos qui règne en Libye voisine est en outre un motif d'inquiétude, tant pour la Tunisie que pour l'Algérie, avec laquelle la coopération a été renforcée à la frontière, a-t-il poursuivi.

«*Depuis le début de l'année, nous avons arrêté environ 1 500 terroristes présumés. Ils seront présentés à la justice dans les mois qui viennent et 500 seront jugés ce mois-ci*».

«*Le nombre de Tunisiens qui combattent en Syrie est évalué à 3 000 environ. Quelques centaines d'entre eux sont rentrés en Tunisie où ils ont été identifiés et arrêtés*», a dit Mehdi Jomaâ. «*Malgré toutes les graves menaces émanant des djihadistes, les élections seront un succès et nous avons mis en place des mesures pour faire face à toutes formes de menaces*».

«*Nous avons renforcé la présence des services de sécurité, en particulier aux frontières algérienne et libyenne. Des dizaines de milliers de militaires et de policiers sont prêts à assurer le succès des élections*», a-t-il insisté. Les islamistes d'Ennahda et les laïques du mouvement Nidaa Tounes font figure de favoris pour les législatives.

Les premiers se disent prêts à former une coalition gouvernementale avec leurs rivaux, y compris avec d'anciens responsables du régime de Zine Ben Ali, renversé en janvier 2011.

Le mouvement a annoncé le mois dernier qu'il ne présenterait en revanche pas de candidat à la présidence, pour faciliter la formation d'un gouvernement représentatif de tous les Tunisiens.

Ennahda a remporté environ 40% des sièges de l'Assemblée constituante lors des législatives de 2011, et a dirigé un gouvernement de coalition jusqu'à la crise politique qui a suivi l'assassinat de deux figures de l'opposition.

Accusé de laxisme envers les extrémistes, le parti a accepté de céder le pouvoir à un gouvernement d'experts formé en janvier dernier par Mehdi Jomaâ.

Farid S./ agence

Solidarité avec le peuple sahraoui

Le CNASPS à New York pour apporter son soutien

Des membres du Comité national algérien de solidarité avec le peuple sahraoui (CNASPS) ont exprimé à New York, devant la 4e Commission (Commission de Décolonisation), leur soutien à la cause du peuple sahraoui, soulignant la nécessité d'organiser un référendum d'autodétermination dans cette dernière colonie d'Afrique.

Le président du CNASPS et chef de délégation, Dr Saïd Ayachi, a fustigé devant les membres de cette Commission l'objectif de l'administration marocaine d'occupation d'imposer dans les territoires occupés du Sahara occidental une «*terreur organisée et continue afin d'intimider la population sahraouie*».

Il a, dans ce cadre, détaillé avec précision tous les aspects de ces violations des droits de l'homme, rappelant la confiance placée en l'ONU par les Sahraouis qui attendent depuis 22 ans l'organisation d'un référendum d'autodétermination auquel ils ont parfaitement droit et au sujet duquel l'ONU s'est engagée à la signature du cessez-le-feu en septembre 1991.

De son côté, Mme Hassiba Boulmerka, a rappelé le rôle «*central*» que joue la femme sahraouie et sa contribution «*déterminante*» dans l'organisation de la résistance pacifique à l'occupation marocaine, citant au passage l'exemple de l'héroïne sahraouie Aminetou Haidar.

Pour sa part, Ali Sahel a évoqué la situation «*intolérable*» de la jeunesse sahraouie, qui commence à «*perdre patience face au manque d'initiative*» des Nations unies et face aux manœuvres «*dilatoires*» marocaines.

Le Professeur Mhand Berkouk, a quant à lui, mis en exergue dans son intervention la nécessité de répondre «*rapidement*» et «*concrètement*» à la demande «*légitime*» des Sahraouis afin qu'ils puissent exercer leur droit reconnu à s'autodéterminer à travers un référendum libre et transparent, sous supervision des Nations unies. Il a attiré l'attention sur le risque de déstabilisation régionale si le Maroc persistait dans son déni du droit international et de son application sans réserve. Le Professeur Ismail Debeche, quant à lui, a abordé le conflit du Sahara occidental comme un facteur de «*perturbation*» et de «*brouillage*» dans les relations inter maghrébines et les relations internationales. Selon lui, seul un retour à la légalité internationale offrirait l'opportunité de clore en Afrique le «*chapitre de la colonisation et la possibilité sérieuse de construire de nouvelles relations sous-régionales basées sur le droit international et le respect mutuel*». Pour sa part, Abdelhakim Bettache a centré son allocution sur la construction de l'Etat sahraoui, les «*entraves*» et les «*difficultés*» que dressent les Marocains en «*parasitant*» et en «*décourageant*» par tous les moyens toutes les initiatives sahraouies en la matière.

M. Bettache a vigoureusement dénoncé la «*mauvaise volonté*» du Maroc à rechercher une solution mutuellement acceptable tel que le recommande la communauté internationale, et cela par un référendum d'autodétermination pour le peuple sahraoui.

M. Bettache n'a pas manqué de dénoncer les violations des droits de l'homme au Sahara occidental ainsi que le pillage systématique par le Maroc des ressources naturelles sahraouies.

R. G.

Ukraine

Poutine ordonne le retrait de troupes russes stationnées à la frontière

Le président Vladimir Poutine a ordonné au ministre de la Défense de retirer des milliers de soldats russes stationnés à la frontière avec l'Ukraine depuis cet été pour des exercices, a annoncé le Kremlin avant des discussions sur le fragile cessez-le-feu dans l'Est de ce pays.

Par Ali O.

«Le chef de l'État a chargé le ministre de la Défense de commencer à faire revenir les troupes vers leurs bases permanentes», a annoncé le Kremlin tard samedi à propos des 17 600 soldats impliqués dans des manœuvres depuis l'été dans la région de Rostov, dans le sud de la Russie, face au bassin du Donbass ukrainien.

Le ministre de la Défense Serguei Shoigu a reçu l'ordre présidentiel après avoir rapporté tard samedi à Poutine que *«l'entraînement d'été sur les champs de tir du district militaire Sud est terminé»*, a poursuivi le Kremlin.

Vladimir Poutine doit rencontrer le président ukrainien Petro Porochenko à l'occasion d'un sommet vendredi prochain à Milan, en présence de hauts responsables européens dont la chancelière allemande Angela Merkel et les Premiers ministres italien Matteo Renzi et britannique David Cameron.

Kiev et les Occidentaux, qui ont pris des sanctions économiques sans précédent contre la Russie, accusent cette dernière d'avoir armé les rebelles prorusses dans l'est de l'Ukraine et d'avoir déployé en août des troupes régulières pour les soutenir.

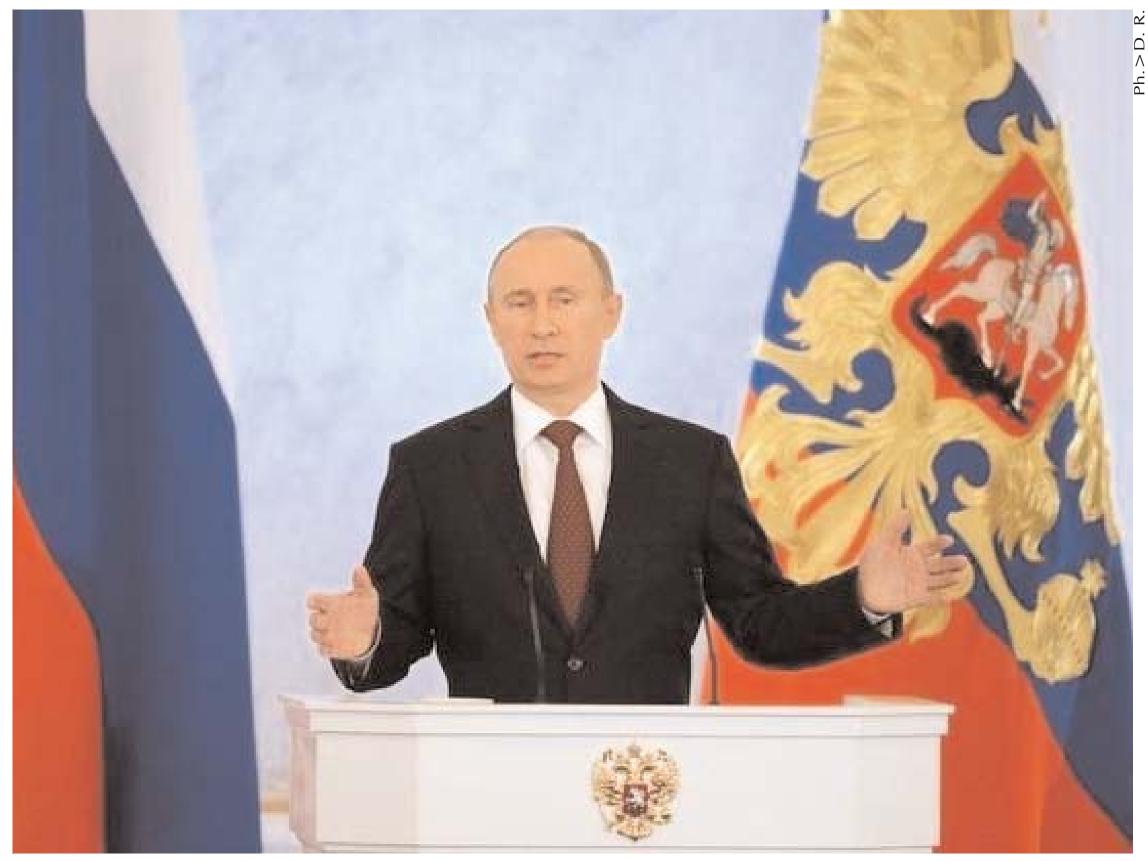
Moscou a toujours démenti l'implication de ses soldats aux côtés des séparatistes prorusses. Depuis juillet, l'Otan affirme que quelque 20 000 soldats russes sont stationnés en Russie *«près de la frontière avec l'est de l'Ukraine»*.

Le processus de paix s'enlise dans l'est de l'Ukraine, même si l'instauration d'un cessez-le-feu le 5 septembre a permis un apaisement dans un conflit qui a fait, selon l'ONU, plus de 3 600 morts en six mois. Les combats entre forces ukrainiennes et rebelles prorusses dans l'est de l'Ukraine continuent de faire des victimes tous les jours dans plusieurs *«points chauds»* sur la ligne de front et notamment dans le fief séparatiste de Donetsk. Séparatistes et représentants de Kiev s'accusent mutuellement de ne pas respecter l'accord de Minsk, qui était censé permettre la création d'une zone tampon entre les belligérants.

«Je ne m'attends pas à des négociations faciles», mais *«je suis optimiste»*, a déclaré samedi Porochenko au sujet de la rencontre prévue à Milan, tout en ajoutant que Moscou devait passer *«des déclarations aux mesures concrètes»*.

La semaine à venir s'annonce intense sur le plan diplomatique puisque le sommet de Milan sera précédé d'une rencontre notamment consacrée à la crise ukrainienne entre le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov et son homologue américain John Kerry à Paris demain.

A. O.


Ph. > D. R.



Points chauds

Reconnaissance

Par Fouzia Mahmoudi

Parmi le triumvirat, composé d'anciens Premiers ministres, qui dirigent depuis quelques mois l'UMP, Jean-Pierre Raffarin est le seul à ne pas montrer de signe d'ambition présidentielle se contentant d'essayer de calmer les crises et les malaises qui continuent à déchirer son parti. En effet, alors que François Fillion et Alain Juppé préparent leur campagne pour l'investiture de droite pour 2017, Jean-Pierre Raffarin continue à faire son travail à la tête de l'UMP et surtout essaie de se faire indispensable pour celui, quel qu'il soit, qui sera choisi lors des primaires. Et si celui qui a été élu sénateur il y a quelques semaines a choisi de ne pas se présenter aux prochaines élections régionales, il avoue ne pas être contre l'idée de devenir ministre dans un futur gouvernement de droite. Raffarin ne veut, surtout, ne pas être oublié après que le nouveau président de l'UMP eut pris ses fonctions et qu'il sera de ce fait beaucoup moins médiatisé. Toutefois, cela fait déjà plusieurs années que l'ancien Premier ministre de Jacques Chirac n'est plus sur le devant de la scène politique mais il semble être resté indispensable au sein de sa famille politique qui fait souvent, en particulier depuis deux ans, appel à lui en cas de problème. Ainsi, en décembre 2012, il avait été celui qui avait réussi à résoudre le conflit qui opposait François Fillion à Jean-François Copé, concernant la présidence de l'UMP et qui menaçait de faire imploser la droite. Car alors que même Alain Juppé avait été impuissant face à la crise qui opposait les fillionistes et les copéistes, Raffarin avait trouvé un terrain d'entente pour les deux hommes, sauvant du même coup son parti. En juin de cette année, après le départ précipité sur fond de fraude et de fausses factures de Jean-François Copé de la tête de l'UMP, c'est encore Jean-Pierre Raffarin, avec Juppé et Fillion, qui est appelé à la rescousse pour diriger provisoirement le parti et tenter de le sauver de la débâcle. Raffarin continue ainsi d'être le sauveur de la droite et à inspirer confiance et respect de la part de toutes les factions composant le parti de droite. Reste à savoir si en 2017, en cas de victoire du candidat de l'UMP, ces états de services seront pris en compte et si le sauvetage, répété, de son parti lui vaudra la reconnaissance de celui qui portera ses couleurs aux prochaines présidentielles.

F. M.

Irak

25 morts dans une triple attaque à la voiture piégée

Au moins 25 personnes, pour la plupart des anciens soldats des forces kurdes qui voulaient se réengager dans les rangs des peshmergas, ont péri hier dans les explosions de trois voitures piégées à Qara Tapah, dans le nord de l'Irak, selon des responsables.

«A 10h30 (07h30 GMT), trois voitures piégées ont explosé à Qara Tapah», a indiqué Wahab Ahmed le maire de cette localité sous contrôle kurde située au nord-est de Bagdad.Qara Tapah est proche de la ville disputée de Jalawla, un lieu stratégique où s'affrontent les forces gouvernementales et les jihadistes de l'État islamique (EI).

Selon Ahmed, les trois explosions ont visé le bâtiment qui abrite son bureau, un immeuble utilisé par les services kurdes de sécurité (Assayech) et un bureau du parti politique de l'Union patriotique du Kurdistan.Des édifices proches, occupés notamment par les services de l'électricité et un bureau de l'association des anciens combattants des peshmergas, ont également été sérieusement endommagés.

Le bilan de 25 morts a été confirmé par un responsable local de l'armée fédérale irakienne. Mais un haut-responsable de la sécurité au sein du gouvernement autonome du Kurdistan a évoqué le chiffre de 27 morts, indiquant que la plupart d'entre eux étaient des anciens membres des peshmergas qui cherchaient à s'enrôler dans la lutte contre l'EI.

«Vingt-quatre de ces victimes sont des anciens combattants des peshmergas qui étaient venus rejoindre le front contre l'EI», a indiqué ce responsable sous couvert d'anonymat. *«Il y a encore des victimes coincées sous les débris.»*

La province ethniquement et religieusement mixte de Diyala est le théâtre de combats intenses entre les jihadistes de l'EI et l'armée irakienne, appuyée par les forces kurdes et des milices chiites. A Baqouba, la préfecture de cette province frontalière de l'Iran, l'explosion d'une bombe placée au bord d'une route a tué hier six civils, selon un officier de police et un médecin de l'hôpital.

Les mêmes sources ont indiqué qu'une femme avait péri et deux enfants avaient été blessés dans l'explosion d'une bombe visant la maison d'un policier dans cette même ville de Baqouba.

Inde

Le cyclone Hudhud fait au moins trois morts, 370.000 personnes évacuées

LE CYCLONE Hudhud a fait au moins trois morts et des dégâts matériels hier en frappant les côtes est de l'Inde où 370.000 personnes avaient été évacuées, ont annoncé les autorités locales. Classée dans la catégorie cyclone extrême, la tempête a touché vers 11H30 (06H00 GMT) l'État de l'Andhra Pradesh, à Visakhapatnam, déplaçant des vents soufflant jusqu'à 200 km/h, selon les services météorologiques indiens (IMD). « Nous avons comptabilisé trois morts depuis ce matin », a annoncé Natrajan Prakasam, un responsable des secours de l'État. Deux personnes ont été écrasées par la chute d'arbres, une troisième par un mur qui s'est effondré sous la pression des pluies. Selon le chef de l'agence de gestion nationale des catastrophes naturelles (NDRF), l'autoroute principale de la ville portuaire de Visakhapatnam a été coupée par la chute d'arbres et de poteaux électriques. « Les deux priorités de la NDRF sont de dégager les routes et d'évacuer les sinistrés », a-t-il précisé. Hudhud devrait également toucher l'État voisin de l'Orissa où le cyclone Phailin en octobre 2013 avait tué au moins 18 personnes et causé d'importants dégâts matériels. Un cyclone y avait aussi fait plus de 8.000 morts en 1999. La marine indienne a annoncé dans un communiqué être à un haut niveau de préparation et ses bâtiments sont positionnés avec des médecins, des canots pneumatiques gonflables, des hélicoptères et du matériel de secours. Le Premier ministre Narendra Modi a présidé une réunion ministérielle samedi soir pour s'assurer des préparatifs. Les services météo ont demandé aux habitants des zones à risques de rester dans des lieux sûrs pendant le passage de la tempête et aux pêcheurs de rester à terre. La côte est de l'Inde et le Bangladesh voisin sont régulièrement touchés par des tempêtes cycloniques entre avril et novembre.

Projection cinématographique

«Fadhma N'soumer» enfin dans les salles de cinéma

Ce mois d'octobre est plein de belles surprises pour les cinéphiles. En effet, ces derniers attendent la projection du film «Fadhma N'soumer» depuis le mois de mai dernier (date de sa projection en avant-première à Alger). La bonne nouvelle est que ce long métrage de Belkacem Hadjadj sera projeté ce mois-ci dans les salles de cinéma de treize villes algériennes. Il s'agit d'une mini-tournée nationale au grand bonheur de la population. Les villes concernées sont Alger, Tizi Ouzou, Béjaïa, Bouira, Khenchela, Tamanrasset, Tiaret, Sidi Bel-Abbès, Oran et Batna. Coproduit par l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel et la société de production privée «Machahou» (dirigée par le cinéaste), «Fadhma N'soumer» est une grosse production qui ne pouvait pas se faire sans une aide financière de l'Etat.

Par Abla Selles

Les cinéphiles de treize villes algériennes seront gâtés en ce mois d'octobre avec une projection très attendue. Il s'agit de la projection du long métrage «*Fadhma N'soumer*» qui était projeté en avant-première au mois de mai dernier.

Les villes concernées par cette mini-tournée sont Alger, Tizi Ouzou, Béjaïa, Tamanrasset, Tiaret, Sidi Bel-Abbès, Oran et Batna. Le film sera projeté jeudi prochain à Alger, le lendemain à Tizi Ouzou et Bouira. Puis le 18 octobre à Béjaïa et Khenchela.

Le 19 octobre, c'est le tour des cinéphiles de Batna et Souk Ahras de voir «*Fadhma N'soumer*». Les gens d'Oran et de Tlemcen ne peuvent pas voir ce film avant le 21 octobre.

Le lendemain, ce film sera projeté à Sidi Bel-Abbès et Saïda. L'avant-dernière projection de ce programme est prévue pour le 23 octobre à Tiaret. Cette mini- tournée du long métrage «*Fadhma N'soumer*» sera clôturée à Tamanrasset le 25 du même mois. Ce film revient sur le parcours d'une héroïne de la résistance algérienne en Kabylie qui a vécu entre 1830 et 1863. Réalisé par Belkacem Hadjadj, c'est une comédienne française d'origine libanaise Laëtitia Eïdo qui a incarné le rôle de Lalla N'soumer surnommée la «*Jeanne d'Arc kabyle*».



De grands moyens humains et matériels ont été mis en place pour la réalisation de ce film. D'ailleurs, pour des raisons sécuritaires, l'équipe du film a été escortée par des militaires lors de ses déplacements dans les montagnes de Kabylie. Le tournage a duré presque dix-huit semaines.

Coproduit par l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel et la société de production privée «Machahou» (dirigée par le cinéaste), «*Fadhma N'soumer*» est une grosse production qui ne pouvait pas se faire sans une aide financière de l'État. Le scénario de ce film a été écrit par Belkacem Hadjadj et Marcel Beaulieu.

Faute de fidélité historique, Belkacem Hadjadj a tenu à rester dans la «*vérité humaine*» du personnage et celle de la période surtout que le sujet n'est pas étranger à ce réalisateur qui a soutenu un doctorat sur la tradition orale et l'image.

A. S.

Présentation de la pièce théâtrale «El-harga»

Une forte dose d'humour

Une nouvelle pièce théâtrale, intitulée «*El-harga*», a été présentée samedi sur la scène du théâtre régional «Abdelkader Alloula» d'Oran (TRO), suscitant l'admiration du public qui a pris plaisir à suivre ce spectacle à forte dose d'humour.

Produite par l'association culturelle locale «El-Murdjadjo», l'œuvre a pour contexte un quai portuaire où deux jeunes candidats à l'émigration clandestine s'incrustent de nuit en attendant l'arrivée d'un navire.

L'histoire met en confrontation ces deux personnages avec le vieux gardien des lieux, provoquant les épanchements des protagonistes qui interrogent de façon burlesque leur vécu, leurs motivations et leurs aspirations au sein de la société.

La nouvelle pièce a été écrite par Hamida Gharmoul et mise en scène par Amina Touati, tandis que les rôles sont interprétés par El-Houari Louz (gardien), Mustapha Meratia et Sofiane Ahed, sur fond de musique signée Abdelkader Cherigui.

«*El-harga*» est la deuxième production à l'actif de l'association «El-Murdjadjo» qui s'est déjà illustrée avec sa pièce pour enfants «*Akibet el-khiana*», un spectacle de marionnettes réalisé par Medjaheri Missoum et récompensé en 2012 au 3e Prix du festival national du théâtre de marionnettes d'Aïn Témouchent.

L'enfance et la jeunesse constituent le public cible de cette troupe culturelle qui s'apprête à monter une nouvelle pièce pour les petits, intitulée «*El-ghaba el ajiba*» (la forêt merveilleuse), a fait savoir le président de l'association, Ahmed Saad.

L. B.

Agenda culturel

Galerie Sacré Art
Jusqu'au 15 octobre :
Exposition de peinture «Réalisme contemporain» de l'artiste Lamine Azzouzi.

Galerie d'art Civ-Œil (Oran)
Jusqu'au 28 octobre :
Exposition «Peinture & Poésie» de Mersali Othmane.

Galerie d'Art Asselah Hocine
Jusqu'au 20 octobre :
Exposition de peinture sous thème «L'originalité et le contemporain» de l'artiste Noureddine Mokkedes.

Cinémathèque algérienne
Jusqu'à la fin du mois d'octobre: Projection des films «Titi» de Khaled Barket et «L'Héroïne» de Chérif Aggoune.

Salle El-Mougar
Jusqu'au 28 octobre :
Projection du film «L'andalou» de Mohamed Chouikh, à raison de 3 séances : 14h-17h-20h, sauf les dimanches.

Constantine, capitale 2015 de la culture arabe

Un programme conçu pour valoriser l'identité de l'antique Cirta

Le programme d'activités culturelles prévu lors de la manifestation «Constantine, capitale 2015 de la culture arabe» mettra en valeur l'identité de l'antique Cirta, ses trésors historiques, artistiques et culturels, a indiqué samedi à Constantine le commissaire de l'événement, Sami Bencheikh El Hocine.

La manifestation retracera l'histoire millénaire d'une des plus vieilles cités du monde, et mettra en valeur son architecture, ses traditions ancestrales et sa musique, a déclaré Bencheikh El Hocine au cours de la présentation des grandes lignes du programme des activités culturelles. Affirmant qu'à travers l'histoire de Constantine, le commissariat de la manifestation œuvre à présenter aux pays arabes, l'histoire de toute l'Algérie, son savoir-faire et son savoir-vivre, il a également souligné «*l'apport de la société civile dans la réussite d'un tel événement*».

Les grandes lignes du programme d'activités culturelles englobent des expositions thématiques, d'autres expositions liées au patrimoine, accompagnées d'édition de livres, aux côtés de l'organisation d'un grand salon dédié à la sculpture algérienne. Plus de 1 000 ouvrages traitant de différents domaines de la connaissance seront édités à cette occasion, en plus de l'organisation de journées d'étude, de colloques et de salons se rapportant au livre et à l'édition.

Au chapitre de la musique, le programme comprend l'organisation de plus de 180 grands concerts, tout au long de l'année de la culture arabe que durera l'événement, en plus de 36 spectacles thématiques qui seront proposés au Palais du bey, et de la tenue des «*Nuits de la musique et de la chanson arabes*». Des spectacles du ballet national et des ballets des pays hôtes seront également programmés, ainsi que trois festivals de danses (arabes, africaines, folkloriques et contemporaines). Le 4e art ne sera pas en reste puisque pas moins de 108 représentations seront organisées à Constantine et plus de 200 autres dans les wilayas de l'est du pays. Deux cafés-théâtres seront également créés et proposeront deux spectacles par semaine.

F. H.

...et de grandes opérations citoyennes pour sensibiliser la population

De grandes opérations citoyennes ciblant la population constantinoise seront lancées en octobre et en novembre 2014 en prévision de l'événement «Constantine, capitale 2015 de la culture arabe», a indiqué samedi à Constantine le commissaire de la manifestation Sami Bencheikh El Hocine. Baptisée «Les éboueurs du Rocher», l'opération consistera à nettoyer les gorges et les berges du Rhumel, et sera suivie d'un concours du «*plus beau quartier de la ville*», destiné à impliquer les Constantinois dans les préparatifs de cet événement culturel exceptionnel. Une grande opération citoyenne de don du sang au profit des hôpitaux de la ville sera également parrainée par le commissariat de cette manifestation culturelle, a ajouté Bencheikh El Hocine, soulignant que l'événement doit également constituer «*un moment de solidarité*». Par ailleurs, un programme spécial pour la célébration du 60e anniversaire du déclenchement de la Révolution, comprenant spectacles, parades de scouts avec retraite aux flambeaux, feux d'artifice sur les ponts, sera également organisé, a-t-on noté.

M. K.

Coup-franc direct



Ne pas s'enflammer

Par Anouar M.

Cela fait longtemps que nous ne possédons pas une telle sélection nationale qui voyage bien et qui réussit à revenir avec des résultats et des succès même à l'extérieur de ses bases. En effet, les Verts qui se sont forgé un caractère depuis l'ère Halilhodzic et dont le mental est ressorti à l'occasion du Mondial où l'équipe a atteint un historique deuxième tour, n'ont désormais pas froid aux yeux. Peut-on pour autant s'enflammer et se dire qu'on est arrivé et que rien n'arrêtera l'épopée des Verts ? En fait, cela serait une grossière erreur que de penser que cette équipe est pour autant imbattable et que les joueurs sont invulnérables. Tout le monde doit être prudent et les joueurs doivent mettre les pieds sur terre, car rien n'est encore fait pour le moment. Comment parler d'exploit si l'on sait que l'EN n'a arraché aucun titre majeur depuis le sacre africain en 1990 à Alger ? Les Verts devraient savoir que le chemin est encore long et qu'il leur faut continuer à se battre s'ils souhaitent vraiment arriver à une reconnaissance de tout le monde. L'occasion se présente avec cette participation à la phase finale de la CAN 2015 qui se présente au Maroc, un pays si proche et qui nous permet de jouer dans un jardin presque conquis étant donné que nos supporteurs seront présents. A. M.

Equipe nationale

La marche glorieuse des Verts

La sélection nationale de football prouve encore une fois qu'elle s'installe dans la continuité après le Mondial réussi au Brésil puisqu'elle ne finit pas de charmer par ses résultats et son réalisme conjugué au beau jeu et à la rigueur montrée lors des derniers matches des éliminatoires de la CAN 2015 dont le dernier en date est ce match face au Malawi remporté à l'extérieur de ses bases à Blantyre.

Anouar M.



Ph. > DR.

Les Verts continuent sur la dynamique des succès

Les Verts se sont imposés avec la manière face aux «Flammes» qui n'ont pas pu arrêter les coéquipiers de Feghouli malgré le discours optimiste tenu par la majorité des joueurs du Malawi.

Il faut savoir que les poulains du Français, Gourcuff, ont surtout su comment négocier le match, en entrant de plain pied dès le début avec ce but précoce de Halliche à la 9'. Certes, les Algériens ont quelque peu subi le match ensuite avec ce retour des Malawites, mais ils ont quand même pu résister et surtout marquer le second but au moment par Mesbah qui a mis fin à tous les espoirs du Malawi de revenir dans le score surtout que ce but est intervenu dans les temps morts.

Le bon coaching de Gourcuff a été payant puisque c'est un joueur entré en cours du jeu qui a fait la différence. Les Verts et grâce à ce succès à l'extérieur de ses bases ont fait un énorme pas vers la qualification à la phase finale de la CAN 2015 du Maroc puisque désormais un autre succès face au Malawi au match retour devrait être suffisant pour arracher mathématiquement la qualification et ainsi le dernier match face au Mali ne sera qu'une simple formalité qu'il faudra remplir. C'est pour cela que les Verts devraient rester mobilisés pour ce match du 15 octobre qu'il faudra gagner pour mettre fin à tout suspense et se tourner ensuite vers la préparation à proprement dite du rendez-vous continental qui aura lieu au mois de janvier prochain chez le voisin marocain et où l'EN doit y aller en conquérant et ne pas se contenter seulement d'une participation de façade.

A. M.

Christian Gourcuff fait le point sur les blessés

Le sélectionneur de l'équipe algérienne de football, le Français Christian Gourcuff, a fait le point sur les joueurs blessés, à l'issue du match face au Malawi, remporté samedi à Blantyre (2-0), dans le cadre de la 3e journée des qualifications à la Coupe d'Afrique des Nations CAN 2015.

«Pour Slimani, je pense qu'il nous a été très utile lors des 20 dernières minutes de jeu, nous avons bien géré son cas de blessure. Pour le match de ce mercredi, il sera encore plus performant», a indiqué le coach des Verts à l'issue de la partie, à propos de l'attaquant du Sporting Lisbonne (Portugal), un moment incertain pour ce match en raison de douleurs aux adducteurs. L'Algérie a réussi la passe de trois, en l'emportant face au Malawi grâce à deux buts signés



Rafik Halliche (9') et Djamel Mesbah (90'+2), après les victoires contre l'Ethiopie (2-1) et le Mali (1-0). S'agissant du cas du milieu de terrain, Nabil Bentaleb, le sélectionneur national a rassuré que le sociétaire de Tottenham (Angleterre) *«souffre d'une torsion de la cheville sans gravité, qui ne remet pas en cause sa participation ce mercredi»* face au Malawi à Blida.

Enfin, l'ancien entraîneur du FC Lorient (France) a évoqué le forfait de dernière minute du défenseur Essaid Belkalem. *«Essaid a ressenti une grosse fatigue, après avoir été soumis notamment à des matches à répétition avec son club. J'ai préféré faire jouer Halliche qui revient fort ces derniers temps».* Au départ, l'équipe nationale a dû faire l'impasse sur Hilal Soudani et Ryad Boudebouz, blessés, et qui n'ont pas fait le déplacement à Blantyre.

Les Verts rallieront Alger ce dimanche à l'aube, pour préparer la réception du Malawi, mercredi au stade Mustapha-Tchaker de Blida, dans le cadre de la 4e journée.

NA Hussein Dey

Pas de match amical pour le moment

Le NA Hussein Dey, en mauvaise posture en Championnat de L1 algérienne de football, cherche désespérément un sparring-partner lors de son stage qui a débuté jeudi à Hammam Bourguiba (Tunisie), a appris l'APS samedi auprès du club banlieusard de la capitale. Les Sang et Or devraient ainsi se contenter de simples galops d'entraînement tout au long de leur regroupement d'une durée d'une semaine, ce qui n'est pas fait pour arranger les affaires du staff technique, ajoute la même source. Après six journées de Championnat, le NAHD, de retour cette saison en L1, n'a gagné aucun match. L'équipe ferme la marche au classement avec seulement deux points. Cette situation avait poussé l'entraîneur Aït Djoudi, en place depuis l'intersaison, à présenter sa démission à l'issue de la précédente journée qui a vu sa formation laisser des plumes sur le terrain du MC Oran (2-0). Sa démission a été toutefois rejetée par la direction du club. Le retour à Alger des coéquipiers de Hocine Metref est prévu pour le 15 octobre, soit à 48 heures du derby face au CR Belouizdad, au stade du 20-Août-1955 à Alger pour le compte de la 7e journée du Championnat de Ligue 1 Mobilis.

RC Arbaâ

Le Serbe Janackovic prêt à venir



L'entraîneur serbe Darko Janackovic a donné son accord à la direction du RC Arbaâ pour diriger son équipe première pendant la suite de la saison 2014-2015, a appris l'APS samedi auprès du club de L1 de football. L'entraîneur devrait signer *«dans les prochaines heures»* son contrat, a indiqué le secrétaire général du RCA, Mohamed Hamrouche. Janackovic est à Alger depuis vendredi soir sur invitation du président de «Ezzarga», Djamel Amani, afin de lui confier les commandes techniques de son équipe après la démission de l'entraîneur Mohamed Mekhazni, il y a trois semaines. La principale mission du technicien serbe, qui avait déjà eu deux expériences en Algérie avec le CS Constantine (2008) et le MO Constantine (2009-2010) est *«de remettre l'équipe sur rail»*, ajoute la même source. Pour sa deuxième saison en L1, le RCA trouve du mal à rééditer ses performances du précédent exercice. Il reste sur deux défaites de suite, dont la dernière a été concédée à domicile face au MC El Eulma (1-0), lors de la 6e journée. Le club occupe actuellement la 12e place au classement avec 7 pts, devançant d'une seule unité le premier relégable, l'USM Bel-Abbès. Lors de la prochaine journée, il rendra visite à l'ASO Chlef, un autre mal classé (15e, 4 pts).

Tribunal arbitral des règlements des litiges sportifs

Inauguration d'un nouveau siège

Le ministre des Sports, Mohamed Tahmi, a procédé samedi au siège du Comité olympique et sportif algérien (COA) à Ben Aknoun (Alger), à l'inauguration du nouveau siège du Tribunal arbitral des règlements des litiges sportifs (TARLS).

La cérémonie d'inauguration s'est déroulée en présence du président du Syndicat national des magistrats, Djamel Aïdouni, du président du COA, Mustapha Berraf, des athlètes algériens médaillés olympiques, des anciens présidents du COA, de représentants des différentes institutions de l'Etat ainsi que des présidents des Fédérations sportives. *«Les prérogatives du Tribunal arbitral des règlements des litiges sportifs ont été renforcées par la nouvelle loi 13-05 relative à l'organisation et au développement des activités physiques et sportives»*, a déclaré Tahmi dans son allocution à l'occasion de l'inauguration du TARLS.

Pour le ministre des Sports, le TARLS *«est une institution indépendante qui est apte à trancher tous les litiges juridiques concernant les athlètes, les clubs, et autres fédérations».*

CRB Aïn Fakroun

L'entraîneur Abbès quitte le club



L'entraîneur Aziz Abbès a rendu le tablier après la défaite à domicile de son équipe, le CRB Aïn Fakroun face au DRB Tadjenanet (2-1) vendredi pour le compte de la 7e journée du Championnat de Ligue 2 algérienne de football, a appris l'APS auprès du club. Il s'agit de la troisième défaite de rang du CRBAK, qui ambitionne de faire un retour rapide en L1 après l'avoir quittée en fin de saison dernière. Abbès, qui avait rejoint le club au milieu de l'exercice dernier, a pourtant bien démarré avec ses protégés l'actuel championnat, en caracolant en tête du classement au cours des quatre premières journées. La baisse de régime des gars d'Aïn Fakroun traduite par trois défaites consécutives a poussé les supporters à s'en prendre à l'entraîneur en particulier, qui a fini par quitter les commandes techniques de l'équipe, selon la même source. Abbès est le troisième coach à démissionner dans le Championnat de L 2 depuis le début de la compétition. Abdelkrim Latrèche et Mustapha Heddane avaient eux aussi quitté respectivement l'AB Merouana et l'ESM Koléa. Le CRBAF partage la troisième place avec l'A Bousaâda, l'O Médéa et le RC Relizane avec 11 points chacun. Les trois équipes accusent un retard de 5 unités sur le leader, la JSM Béjaïa. Les trois premiers au classement accèdent en fin de saison en Ligue 1.

Match amical

L'EN espoirs l'emporte face au Qatar

LA SÉLECTION nationale olympique qui disputait son premier match international sous la houlette du Suisse Schurmann s'est imposée au Qatar.

L'équipe nationale des U23 a joué aujourd'hui à Doha face à son homologue du Qatar. Après une première mi-temps équilibrée où les Qataris se sont montrés dangereux, les Algériens se sont repris en seconde mi-temps en marquant un but par le defenseur de l'USM El Harrach Kenniche (64e).

Algérie : 23-Salhi – 2-Barka, 3-Cherifi, 4-Amrane, 5-Kenniche – 6-Benkemassa, 8-Bourdim (Chita, 83e), 7-Meziane (Tahar, 63e)- 9-Derfalou (Ihadjadjen, 81e), 10-Benkablia 11-Hadiouche / Entr. Schurmann

LE JOUR D'ALGERIE

Votre quotidien national

http://www.lejourdalgerie.com

La question du jour

A quoi cela sert-il d'être membre de l'OMC ?

Par Mohamed Habili

C'est sous sa double casquette de ministre du Commerce et de chef de parti qu'Amara Benyounès plaide pour l'entrée de l'Algérie dans l'OMC, un peu comme si c'était du fait de résistances internes que cette adhésion formulée pourtant dès 1987, c'est-à-dire du temps du GATT, l'ancêtre de l'OMC, ne s'est toujours pas produite. Les oppositions internes, pour autant que ce terme ne soit pas excessif, ne sont à l'évidence pour rien dans le fait que la candidature du pays est en souffrance depuis maintenant près d'une trentaine d'années. Ni l'UGTA ni le PT, quand bien même ils seraient soutenus par toutes les tendances antilibérales que compte le pays, ce qui du reste est d'une certaine façon le cas, n'ont les moyens politiques de faire échouer ce projet. Pas plus d'ailleurs qu'ils n'ont pu empêcher l'accord d'association avec l'Union européenne de se conclure, ni ensuite réussir à le faire dénoncer, une revendication qu'ils continuent de porter. On croirait pourtant, à écouter le plaidoyer des partisans de l'accession à l'OMC, au premier chef les ministres du Commerce successifs, chacun d'entre eux étant particulièrement désireux d'y attacher son nom, que sans eux ce serait déjà chose faite. La vérité est tout autre, chacun en est bien conscient. Ce sont les membres de l'OMC eux-mêmes, ou plus exactement un certain nombre d'entre eux, difficilement repérables, qui multiplient les entraves à cette entrée. Il est déjà arrivé que des négociateurs algériens, perdant patience, dénoncent la mauvaise foi de telle ou telle partie. Le plus souvent c'est aux Européens que ce comportement déloyal a été imputé. Reste que l'Algérie est l'un des derniers pays à ne pas être membre de l'OMC, et celui dont la demande d'accession est des plus anciennes, sinon la plus ancienne de toutes. Il doit bien y avoir quelques bonnes raisons à cette chose bizarre. Encore que par bonnes raisons, il faut entendre tout le contraire, une hostilité sourde mais implacable de la part d'un ou de plusieurs membres influents, et qui ressemble assez à du chantage. La ou les parties qui dans l'ombre s'ingénient à susciter des obstacles devant cette accession, en exigeant à chaque fois plus d'ouverture, une plus grande libéralisation du marché algérien, doivent viser quelque chose de précis, mais sans pouvoir en révéler la nature exacte. Elles entendent obtenir un avantage indu en échange de la levée de leur opposition. Il serait étonnant que les négociateurs algériens n'en sachent rien, qu'ils n'aient pas déjà, depuis le temps qu'ils s'y frottent, découvert le pot aux roses. Amara Benyounès, en tant que ministre en charge du dossier, doit savoir à quoi s'en tenir. Il n'en aborde pas moins le sujet comme si l'accession à l'OMC était la condition à tout échange avec le reste du monde. On ne peut tout de même pas rester en marge du monde, clame-t-il sur le ton de la conviction, comme si c'était effectivement le cas, à croire que l'Algérie n'a pas de relations commerciales avec un grand nombre de pays, qui se trouvent être pour la plupart, pour ne pas dire tous autant qu'ils sont, membres de l'OMC. Du moment que ce n'est pas faute de le vouloir que l'Algérie n'est pas membre à part entière de cette organisation internationale, dont l'existence d'ailleurs est elle-même sujette à caution (ainsi qu'on a pu s'en ren-dre compte lors de son dernier sommet, celui de Bali, où elle a échappé de peu à l'implosion), la véritable question qui se pose c'est de savoir quel est l'intérêt à le devenir. Autrement dit : qu'est-ce que le pays perd à ne pas en être ? Qu'est-ce qui irait mieux dans ses échanges commerciaux si il en était ? Quel est en termes réels le plus que lui apporterait la qualité de membre de l'OMC ? C'est qu'on a l'impression que si les autorités algériennes successives tiennent tant à en forcer la porte, c'est plus pour des considérations d'amour-propre qu'en vue de réels avantages dans ses échanges avec le monde. **M. H.**



Amizour et Fenaïa/ Béjaïa

Des citoyens protestent

La protestation citoyenne dans la wilaya de Béjaïa se poursuit. La dégradation des conditions de vie est la principale cause de cette colère, sans cesse exprimée çà et là.

Par Cherfa H.

Les habitants du village Thighilt Messaoud ont fermé hier le siège de l'APC de Fenaïa, dont dépend le hameau, afin d'exiger l'amélioration de leurs conditions de vie. Ils revendiquent le bitumage du chemin du village, l'aménagement des accotements et le renforcement des réseaux de transport et de distribution d'eau potable pour mettre fin à la pénurie qui sévit même en hiver. Les villageois exigent du maire un échéancier pour la prise en charge de leurs revendications sous peine de maintenir leur action. Des dizaines de citoyens venus se faire délivrer des pièces administratives ont été pénalisés et ont dû rebrousser chemin, alors que les employés de la mairie n'ont pu accéder à leurs bureaux en raison de la fermeture du portail par les protestataires. Ces derniers étaient très en colère à cause des «*promesses non tenues des autorités locales*». De leur côté, les transporteurs de voyageurs interurbains de la commune d'Amizour, desservant la ville de Béjaïa, ont entamé un mouvement de grève illimitée hier pour exiger «*la délocalisation*» de l'arrêt réservé aux transporteurs transitaires des autres communes. Ils revendiquent le déplacement de l'arrêt loin de celui des transporteurs interurbains locaux. Les grévistes accusent les transporteurs des communes de Kendira Feraoune et Barbacha, notamment, de siphonner les flux des voyageurs de la commune au point où les transporteurs locaux ne trouvent aucun usager à l'arrêt. Ils ont exprimé leur angoisse de déclarer faillite. Les mécontents ont été conviés à une réunion de travail avec le président de l'APC, le directeur des transporteurs et le chef dedaïra, afin de trouver une solution au problème. «*Nous avons réclamé maintes fois au maire le changement d'itinéraire aux transporteurs des lignes desservant la ville de Béjaïa depuis les trois communes susnommées. Mais sans les autorités locales, le concerné n'a pas pris en considération nos revendications*», déclarait hier un gréviste qui rappelle avoir envoyé en vain de nombreux courriers au maire dans ce sens. «*Aujourd'hui, nous demandons la déviation des transporteurs des communes de Feraoune, Barbacha et Kendira via l'ancienne route, à savoir par la brigade de la gendarmerie au lieu de traverser la ville d'Amizour*», revendiquent les transporteurs.

H. C.

Incendie dans un immeuble au centre-ville d'Oran

Le suspect a allumé le feu pour effacer les traces du crime

LES SERVICES de la police judiciaire de la sûreté de wilaya d'Oran ont arrêté un suspect dans l'affaire de l'incendie survenu samedi dans un immeuble du centre-ville d'Oran et qui a fait trois morts et un blessé.

Le mis en cause, un jeune de 21 ans, a été appréhendé en un temps court à la cité USTO, à l'est d'Oran, a-t-on appris auprès des services de la police judiciaire. Les éléments de la sûreté de wilaya, soutenus par l'équipe de la police scientifique, se sont déplacés sur les lieux de l'incendie qui s'est déclaré dans un appartement et a été suivi d'une explosion due à une fuite de gaz.

Les flammes qui se sont étendues à l'appartement mitoyen ont provoqué la mort d'une femme et de son enfant de deux ans et des blessures à une autre personne présentant des brûlures graves nécessitant son transport en urgence vers les services hospitaliers.

Dans leur intervention, des agents de la Protection civile ont découvert dans l'appartement où a eu lieu l'incendie le corps d'un homme présentant des blessures par arme blanche, gisant sur le sol de la salle de bains.

Selon certaines sources, l'agresseur aurait mis le feu dans cet appartement et provoqué la fuite de gaz pour effacer les traces de son crime.

Houari T.

Dans certaines communes de la capitale

Suspension mercredi de l'eau potable

LA SOCIÉTÉ des eaux et d'assainissement d'Alger (SEAAL) a annoncé dimanche, dans un communiqué, la suspension mercredi prochain de l'approvisionnement en eau potable dans certaines communes d'Alger, en raison des travaux d'entretien des structures de production.

Ces travaux seront effectués, le 15 octobre en cours par SEAAL au niveau de la station de pompage de Bordj El-Kiffan, en vue d'améliorer les prestations fournies aux usagers. Ils se dérouleront de 08h00 à 16h00, selon le communiqué.

Les communes qui seront touchées par cette suspension sont : Bordj El-Kiffan, Dar El-Beida, Bab Ezzouar, El-Harrach et El-Mohammadia, a précisé la même source.

A la fin des travaux, l'approvisionnement en eau potable reprendra progressivement au niveau de ces communes, a assuré la SEAAL.

Un dispositif sera mis en place pour alimenter, par citernes, «*en priorité*» les établissements publics et hospitaliers et atténuer les désagréments causés aux citoyens, ajoute la société.

Fatah B.